UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Impact de la crise de 1993-2003 sur un centre urbain : cas de Gatumba

Ndikumasabo, Christophe; Sous la direction de : Dr Elias SENTAMBA

2006
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1357

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

IMPACT DE LA CRISE DE 1993-2003 SUR UN CENTRE URBAIN : CAS DE GATUMBA

Par

Christophe NDIKUMASABO

Sous la direction de :

Dr Elias SENTAMBA

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

Option : Enseignement et Recherch

Bujumbura, Décembre, 2006

DEDICACE

A Dieu tout puissant

A mes parents,

A mon regretté grand frère,

A mon regretté oncle Albert KANANI,

A mes sœurs et frères,

A mes cousines et cousins,

A mademoiselle Marie Chantal NTIGANZWA

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Le présent travail n'aurait pas pu aboutir sans le concours de certaines personnes à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

Nous pensons en premier lieu au professeur Elias SENTAMBA pour avoir accepté de diriger ce travail avec patience et compréhension. Ses conseils et sa rigueur scientifique nous ont permis d'obtenir les présents résultats. Qu'il soit rassuré de nos sentiments de connaissance.

A tous ceux qui ont œuvré pour notre formation tant humaine qu scientifique du primaire au supérieur et plus particulièrement ceux du département d'Histoire à l'Université du Burundi, nous disons merci.

Nous exprimons notre reconnaissance à la famille Bernard MUGUNGURU, Albert KANANI, adjudant major Samuel BUKURU, à Madame Espérance KATIKATI, aux intercesseurs, à Monsieur Alexandre NIYUNGEKO.

Que toute autre personne dont le soutien moral et matériel a contribué d'une manière ou d'une autre à la confection de ce mémoire y trouve notre profonde gratitude.

Christophe NDIKUMASABO.

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

F.L.S.H : Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

op. cit. : opere citato.

R.D.C : République Démocratique du Congo.

PNUD : Programme de Nations Unies pour le Développement.

PREBU : Programme de Réhabilitation du Burundi.

COGERGO : Compagnie de Gérance du Coton.

COTEBU : Complexe Textile du Burundi.

B.G.F : Banque de Gestion et de Financement.

PAM : Programme Alimentaire Mondiale.

R.N.P : Régie Nationale de Poste.

F.A.H : Fonds Africain pour l'Habitat.

C.N.D.D./F.D.D : Conseil National pour la Défense de la Démocratie, Forces pour la Défense de la Démocratie.

RN4 : Route Nationale 4.

OTRACO : Office de Transport en Commun.

P.U.F : Presses Universitaires de France.

PALIPEHUTU/FNL : Parti de Libération du Peuple Hutu/Forces Nationales de libération.

TABLE DES MATIERES

Dédicace i
Remerciements ii
Sigles et abréviations iii
Table des matières iv

0. INTRODUCTION GENERALE 1
1. Motivation et choix du sujet 4
2. Délimitation du sujet 4
3. Sources et problèmes rencontrés 5

CHAPITRE : PRESENTATION DU CENTRE URBAIN DE GATUMBA . 6
I.1. Situation géographique 6
I.2. Historique 9
I.2.1. Population 9
I.2.2. Répartition selon les origines 11
I.2.3. Accroissement par immigration 13
I.3. La mise en valeur de Gatumba 15
I.3.1. Les objectifs économiques 15
I.3.1.1. Aspect et mission économique de l'espace de la plaine 15
I.3.1.2. Les objectifs politiques 16
I.4. Le développement spéculative 16
I.4.1. Le coton, culture spéculative 17
I.4.2. Evolution de Gatumba 17
I.4.2.1. Les facteurs internes : Population 18
I.4.2. Les facteurs externes 18
I.4.2.1. L'élevage et pêche 18

CHAPITRE II: LA CRISE N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT 20
II.1. La croissance démographique 22
II.2. Les migrations forcées de la population 23
II.3. Naissance d'un bourg 24
II.4. Accès à la terre et au logement 25
II.4.1. Le logement 28
II.5. Le rôle de l'Etat 30
II.6. Le plan 30
II.7. Les distractions 31
II.8. Les échanges 32
II.9. Importance démographique de l'immigration 34
II.10. La survie par l'exode rural 36

CHAPITRE III : IMPACT DE LA CRISE SUR LE SECTEUR SOCIO-ECONOMIQUE 37
III.1. Le secteur primaire 38
III.1.1. L'agriculture 38
III.1.2. L'élevage 40
III.1.3. La pêche 41
III.2. Le secteur secondaire 41
III.2.1. L'artisanat de production 42
III.2.2. L'artisanat de service 42
III.3. Le secteur tertiaire 43
III.4. Mode de déplacement 46
III.4.1. Le transport 47
III.4.2. Le transport par véhicule 47
III.4.3. Le transport par bicyclette 48
III.4.4. L'intervention de l'Etat dans le transport 49
III.4.5. Télécommunication 50

III.5. Le développement social 51
III.5.1. Le secteur de l'éducation 51
III.5.2. Le secteur de santé 53
III.6. Confessions religieuses 54
III.7. Evolution des fonctions urbaines 55
III.8. L'aide de la communauté internationale face à la crise sur le centre urbain de GATUMBA 56
III.9. La part des acteurs politiques 59

CONCLUSION GENERALE 61
BIBLIOGRAPHIE 64

0. INTRODUCTION GENERALE

Depuis les années 1960, le Burundi traverse une série de crises entrecoupées par quelques périodes de répit et d'apaisement. Avec le système démocratique importé clé en main de l'occident par les pays africains s'est exacerbée la pauvreté et se sont aggravées de divisions et des violences dans toute l'Afrique en général. Notre pays figure sur la liste noire des pays africains qui ont été touchés par une crise socio-politique sans précédent.

Aussi, l'ampleur de la crise que traverse le Burundi depuis le 21 octobre 1993 mérite-t-elle qu'on lui consacre une étude. Le drame qui secoue le pays depuis une dizaine d'années nous a plongé dans une guerre meurtrière. Celle-ci est la plus profonde et la plus longue de celle que le Burundi a connues. Elle entraîné plusieurs effets néfastes notamment des milliers de victimes, des maisons démolies, des infrastructures détruites, des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des citoyens réfugiés dans les pays voisins ou éloignés, etc.

Bien que l'évolution des dégâts semble inquiéter tout homme, la guerre a paradoxalement eu un impact relativement positif sur un centre urbain de Gatumba. Toutes les publications faites ont traité les effets négatifs observés durant ces dix années de guerre.

Quant à nous, notre travail a été d'analyser les effets moins sombres de la crise. Dès 1994, avec la balkanisation ethnique, les zones de la mairie de Bujumbura ont été entraînées dans de violences inouïes, lesquelles ont abouti à une véritable « ghettoïsation » ethnique des quartiers. C'est dans cette situation que les Tutsi étaient chassés dans les zones de Kamenge, Kinama pendant que les Hutu subissaient le même sort dans les zones de Ngagara, Cibitoke, Musaga, Nyakabiga et plus tard Bwiza.

Dans la foulée, naquit la rébellion hutu C.N.D.D. Les rebelles ont attaqué la capitale à partir de la zone Kamenge, leur fief à cette période. Les militaires ont alors mené des opérations dans cette zone en vue de déroger les assaillants. C'est ainsi que la population de Kamenge et de Kinama a fui vers Gatumba qui à cette date était le milieu rural plutôt touristique. Ce site est devenu un lieu de refuge pour les personnes déplacées.

Avec le prolongement de la crise, Gatumba a pris un visage contraire. Les gens qui ont traversé la route pour s'installer à Gatumba ne croyaient plus la zone d'accueil comme un lieu touristique. Ils se retrouvaient chez eux, de facto.

C'est ainsi que par la migration des habitants de la mairie vers la commune Mutimbuzi, nous avons assisté à une évolution spectaculaire notamment la croissance démographique et économique. Il faut aussi souligner la construction des maisons et des écoles, sans oublier de mentionner le progrès dans le secteur sanitaire avec la multiplication des centres de santé et l'installation des pharmacies. Le côté culturel n'a pas tardé à montrer son impact positif parce que les fidèles de différentes confessions religieuses ont érigé des églises (soit pour les protestants, soit pour les catholiques) et mosquées.

Notre objectif a été d'étudier le rôle joué par les acteurs politiques qui ont fui vers Gatumba. Nous avons essayé de répondre à un certain nombre de questions que se posent beaucoup de personnes sur la naissance de la ville de Gatumba. Est-qu'on avait prévu l'expansion du centre urbain de Gatumba ? Est-ce que les gens qui ont construit des maisons ont obtenu des permis de bâtir de la part des services ayant l'urbanisme dans leurs attributions ?

Ce travail a pu se faire grâce à la documentation existante et aux travaux de terrain. En plus des informations récoltées auprès de la population, nous

avons eu des entretiens avec les responsables locaux : l'autorité communale et zonale ainsi que les responsables des différents services (agronome communal, titulaires des dispensaires, directeurs des écoles, etc.) à Gatumba.

Notre travail s'articule en trois chapitres. Dans le premier, nous montrerons l'historique de Gatumba. Il était un paysannat. Le second chapitre nous éclaire sur les réalisations à Gatumba durant la crise. Quant au troisième chapitre, il consiste à l'analyse des progrès, secteur par secteur de la vie économique sur la zone de Gatumba. Le travail comporte enfin une conclusion générale qui revisite les résultats obtenus et en même temps ouvre les perspectives.

1. Motivation du sujet

La guerre civile qui a commencé au Burundi en 1993 a touché tous les secteurs de la vie nationale. Les écrits sur la guerre se penchent sur les impacts négatifs tels que les destructions des routes, des ponts, des pertes en vies humaines, etc. Mais le centre urbain de Gatumba a connu le cas contraire.
Tous les trois secteurs de la vie ont connu des progrès suite à une population qui s'est réfugiée dans cette zone.

Notre préoccupation est de faire une étude de l'impact de la guerre sur Gatumba du point de vue des réalisations. C'est l'une des raisons qui nous a motivé à choisir un tel sujet libellé : « **Impact de la crise de 1993 sur un centre urbain : Cas de Gatumba** ».

2. Délimitation du sujet

La période d'étude de notre travail s'étend de 1993 à 2003.
La borne inférieure de 1993 coïncide avec le déclenchement de la guerre au Burundi.

La borne supérieure de 2003 n'est pas en effet immuable. Elle se justifie par la simple raison que c'est après trois mois que le gouvernement du Burundi venait de signer les accords de paix d'Arusha.

3. Sources et problèmes rencontrés

Excepté quelques entretiens effectués avec certains responsables administratifs, habitants, agronome, cette étude accorde une large place aux documents écrits. La plupart des ouvrages généraux, des thèses, des mémoires et publications que nous avons consultés se trouvent à la bibliothèque centrale de l'Université du Burundi et à la bibliothèque du département d'histoire de la F.L.S.H.

Nous avons encore eu recours aux revues et aux décrets portant sur organisation administrative.

Cependant, nous nous sommes heurté aux problèmes d'insuffisance des documents spécifiques à l'étude, à l'insécurité car au moment de nos enquêtes, la guerre entre le F.N.L PALIPEHUTU et le CNDD-FDD faisait beaucoup de victimes.

CHAPITRE I : PRESENTATION DU CENTRE URBAIN DE GATUMBA

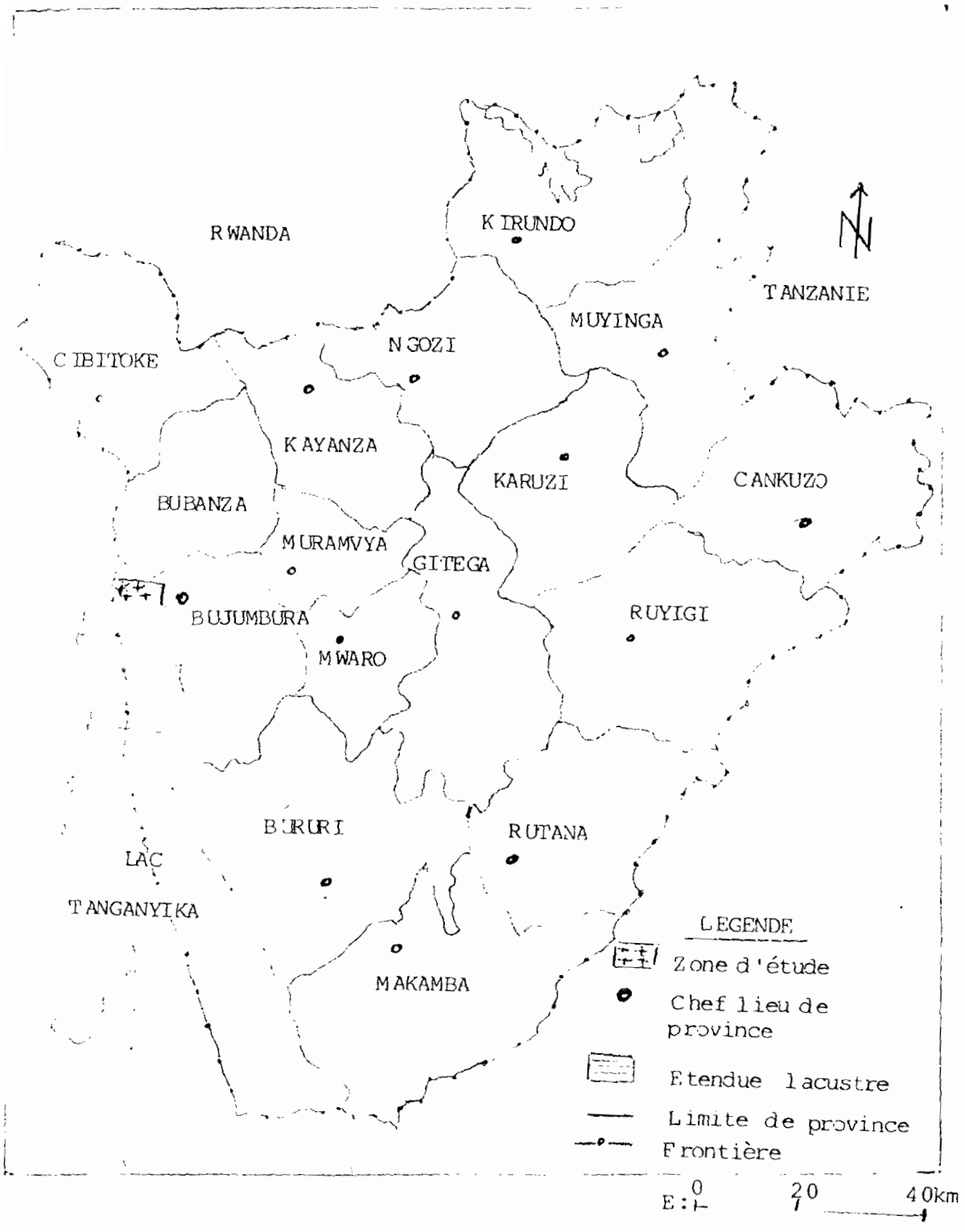
I.1. Situation géographique

La zone de Gatumba est située à l'Ouest du Burundi. C'est un delta formé entre les deux bras de la rivière Rusizi. Elle est limitée au Sud par le lac Tanganyika, à l'Est par la grande Rusizi et à l'Ouest par la petite Rusizi qui forme la frontière entre le Burundi et la République Démocratique du Congo.

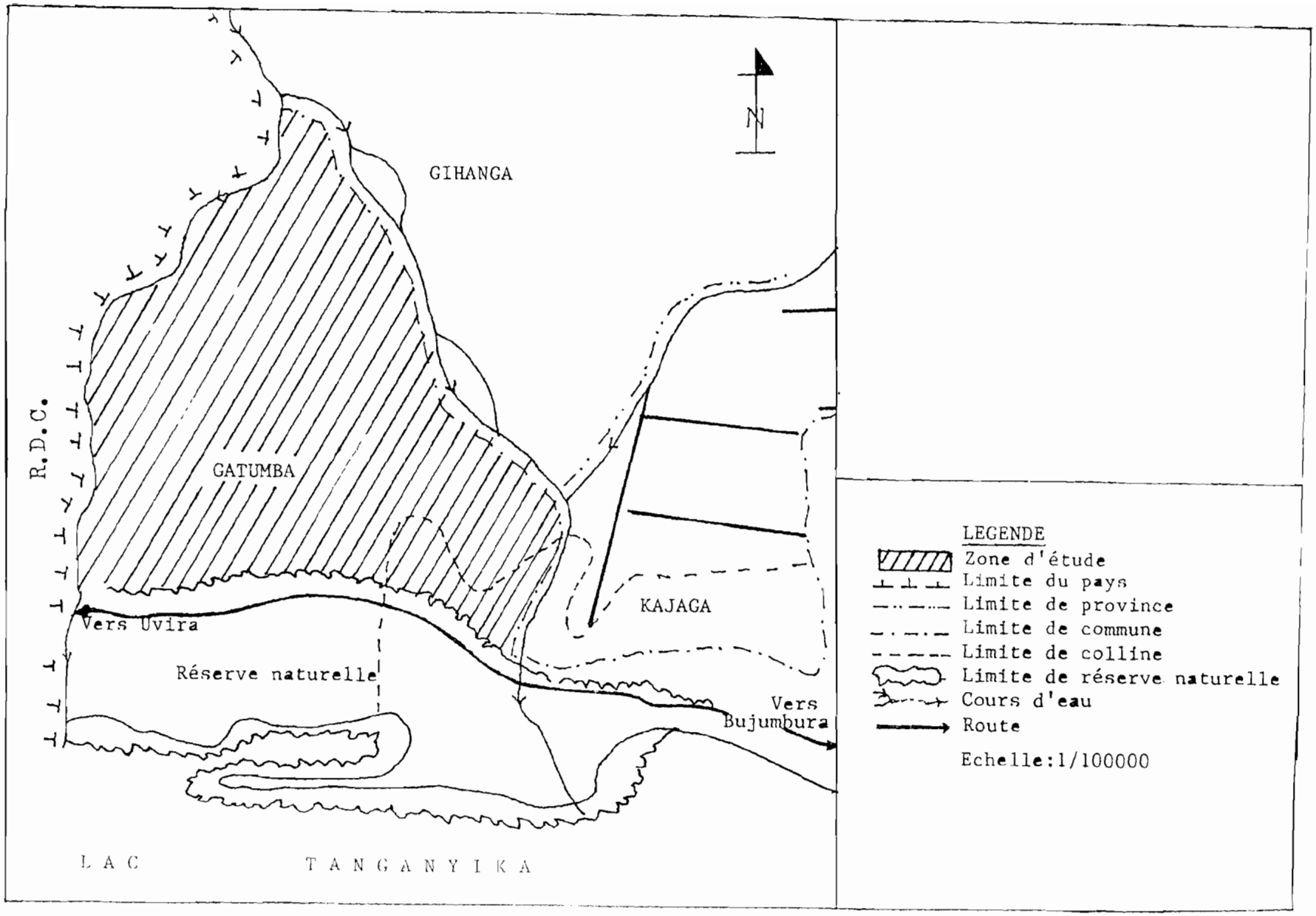
Avec l'ancienne division territoriale, elle était dans la province de Bujumbura. Elle était encadrée par les zones Kajaga au Sud-Est, Rukaramu au Centre-Est et Buringa au Nord-Est.

Actuellement avec le décret-loi n°1/33 du 8 novembre 1991 portant modification du décret-loi n°1/129 du 24 septembre 1982 portant délimitation des provinces et des communes de la République du Burundi, elle est dans la commune Mutimbuzi en province de Bujumbura-Rural. La zone de Gatumba est située à la périphérie Nord-Ouest de la capitale (à environ 14 km du centre-ville). A l'Est elle est délimitée par l'aéroport de Bujumbura.

LOCALISATION DE LA ZONE D'ETUDE



Source: BIDOU, (J.E) etalii, Géographie du Burundi, Hatier, Paris, octobre 1991, p. 10



G A T U M B A D A N S S A C O M M U N E

SOURCE: Fond de carte IGN - IGEBU au 1/50000

1.2. Historique

Selon Hubert VEDRINE, *« Ce n'est pas par curiosité intellectuelle gratuite, mais pour retrouver la logique de la ville qu'il faut reprendre l'histoire de sa formation... l'histoire physique de la ville qui est le double reflet de l'exigence du site et celle des hommes »*[1].

C'est dans cette perspective qu'il faut s'inscrire pour comprendre l'histoire de la formation d'un centre urbain comme celui de Gatumba.

1.2.1. Population

D'après Emmanuel GAPFYISI, *« Même si l'origine de certaines villes est liée à l'histoire et aux pratiques religieuses, à l'existence d'installations militaires ou des centres administratifs, leur croissance a été conditionnée par le développement des échanges économiques »*[2].

Conformément à cette logique, le peuplement de la plaine de l'Imbo a commencé à partir des années 1950 selon le plan décennal 1950-1960. Au 31 décembre 1949 la population recensée s'élevait à 4437 habitants, soit une densité de 27hab/km² contre une moyenne nationale de 72 hab/km².

L'Imbo-Centre qui englobe Gatumba connaît à cette période une densité exceptionnelle de 81 hab/km² soit une population de 14902 habitants. En 1955, cette population s'élevait à 19064 habitants répartis en 4966 familles. La densité y était alors de 105 hab/km².

[1] VEDRINE (H.), Mieux aménager sa ville, Paris, Collection vie locale, 1979, p.18.
[2] GAPFYISI (E.), Le défit urbain en Afrique, Paris, Edition l'Harmattan, 1989, p.. ????

Cette région était inhospitalière à cause des conditions climatiques dures et surtout le manque d'eau potable ainsi que la prolifération des maladies endemiques comme la malaria et la bilharziose. Le milieu était aussi redouté par nos ancêtres à tel point qu'il était interdit au Mwami de voir les eaux du lac Tanganyika.

La mise en valeur de 1950 marque un tournant décisif dans l'histoire du peuplement de Gatumba. C'est une jeune paysannerie à laquelle on avait distribué des terres qu'elle devrait travailler selon les normes bien définies et suivant une discipline culturale sévère et contrôlée.

Pour pallier la pénurie de la main-d'œuvre, l'administration a essayé d'attirer d'autres populations et a fourni un effort pour maintenir celle déjà installée. Le peuplement a été le résultat d'un transfert de certains habitants.

Dans le souci de désengorger les régions jugées surpeuplées par l'administration, de lutter contre les disettes quasi récurrentes et de promouvoir les cultures commerciales telles que le coton, le café et le riz, la plaine de l'Imbo fut ciblée.

Aussi d'autres centres furent érigés dont le centre de Gatumba. D'après BACAMURWANKO, *« l'Imbo-Centre est resté longtemps une région faiblement peuplée. C'était en fait essentiellement une zone de pâturage et sa mise en valeur agricole effective date des années 1950 avec la mise en place des paysannats cotonniers et riziers de Bujumbura »*[3].

[3] BACAMURWANKO (L.), Les migrations internationales et leurs incidences au Burundi, Mémoire, U.B, ESEA, 1982, p. ???

Les paysannats ont joué un rôle important dans le peuplement de la plaine d'après les écrits de Joseph GAHAMA. *« Ils représentent la forme de mise en valeur la plus originale et la plus importante sur le plan agricole. Dans l'Afrique belge la première expérience fut réalisée à GANDAJIKA (au Kassaï) en 1936. Elle connut grand succès, ce qui incita le colonisateur à étendre cette formule au Burundi dans l'Imbo. On commença par les régions de Mparambo et de la basse Rusizi en 1945. Pour désengorger l'intérieur du pays, on fit venir les habitants dans la plaine dès 1939. Pour la plupart, les gens étaient originaires des régions très peuplées comme les territoires de Ngozi et de Gitega ou très pauvres de Bururi et Muramvya »*[4].

Il a fallu attendre le recensement général de 1979 pour constater que la population se chiffre à environ 3480 personnes. Elle s'élevait à 5528 en 1983. Les chiffres de 1990 que le bureau de zone a fournis s'élevaient à environ 8000 habitants.

I.2.2. Répartition selon les origines

Littéralement, Gatumba est un véritable « melting-pot » (creuset) où se mêlent des populations d'origines géographiques et nationales les plus variées. Sur le plan burundais les 15 provinces (exception Mwaro et Bujumbura-Mairie reconnues comme provinces très récemment) sont représentées et sur le plan international se comptent trois nationalités étrangères à savoir le Rwanda, la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) et la Tanzanie.

[4] GAHAMA (J.). L'histoire du Burundi des origines à l'Indépendance, Bujumbura, 1990, p.105.

Répartition de la population par origine : Recensement 1979

Lieu de naissance	Effectif	Pourcentage
Bubanza	371	10,91
Bujumbura	2014	59,23
Bururi	31	0,91
Cankuzo	6	0 ;17
Cibitoke	158	5,64
Citega	108	3,17
Karuzi	17	1,67
Kayanza	62	1,97
Kirundo	2	0,05
Makamba	2	0,05
Muramvya	79	2,32
Muyinga	5	0,14
Ngozi	38	1,11
Rutana	24	0,05
Ruyigi	20	0,58
* Rwanda	195	5,73
* Tanzanie	1	0,02
* Zaïre (actuelle R.D.C)	214	6,29
Total	3400	100

Source : Département de la population : cahiers de recensement général de la population 15-16 Août 1979

* Répartition par pays d'origine.

NB. La différence s'explique par le fait que certaines familles ne veulent pas dire qu'elles sont venues de quelque part. Comme leurs enfants sont à Gatumba,

ils en profitent pour dire qu'ils sont de Gatumba et pourtant qu'ils ne sont venus de nulle part.

Eu égard à cela presque toutes provinces sont représentées sur le plan national tandis que les nationalités sont représentés sur le plan international dont le Rwanda, la Tanzanie et la RDC. Cette population accuse des disparités dans sa répartition par origine. Les provinces comme Bujumbura, Cibitoke, Bubanza et Muramvya ont un pourcentage élevé d'immigrats. Ceci s'explique par le facteur de proximité tandis que la présence des provinces de Kayanza, Ngozi, etc. s'explique par le surpeuplement qui y bat son plein. La population va chercher des terres ailleurs. Les provinces les plus éloignés comme Ruyigi, Rutana, Karuzi, etc. sont les moins représentées.

Les habitants de Gatumba n'étaient pas réellement autochtones. Brune[5]SINZOHAGERA nous a affirmé qu'il a eu la parcelle lors des paysannats. Ce sont presque tous des immigrés qui, une fois installés, ont donné naissance aux générations que nous observons aujourd'hui dans la zone Gatumba.

La présence des Rwandais et des Congolais (ex-Zaïrois) a une autre explication. Leur immigration a été provoquée par les événements politiques survenus dans ces pays depuis 1959. Ils étaient des réfugiés politiques.

I.2.3. Accroissement par immigration

La population recensée n'est pas nécessairement toute résidante. Un flux permanent de la population venait régulièrement grossir les effectifs de la zone, pour des causes socio-économiques multiples.

[5] SINZOHAGERA (B.), 53 ans, habitant de Gatumba.

En voulant « aérer » les terres surpeuplées du territoire et ainsi peupler la plaine, la tutelle belge a par-là même créé un problème social et familial dont les effets sont observables. Par installation et stabilisation des individus isolés dans la plaine, elle les a coupés de la famille élargie d'origine. C'est pourquoi les gens ne cessaient de faire de va-et-vient entre la plaine et les régions de départ. Comme les distances d'origine pouvaient être longues, des visiteurs pouvaient parfois y séjourner plusieurs jours.

D'autres immigrants arrivaient massivement en fin d'année à l'époque des labours des semis des champs de coton. C'étaient des ouvriers agricoles qui descendaient des hautes terres pour chercher du travail et repartaient chez eux une fois les travaux terminés.

Il y avait aussi une circulation journalière qui accentuait les flux migratoires. Gatumba était sur le passage entre Bujumbura et Uvira au Zaïre. C'était en outre un marché où les commerçants des deux pays venaient échanger leurs marchandises. Cette circulation était aussi facilitée par les accords interétatiques dans le cadre de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CPGL).

Enfin, depuis 1981 Gatumba a bénéficié d'apports de la population attirée par la politique de regroupement en villages. Les nouveaux venus étaient appâtés par l'acquisition d'une propriété sur un carrefour stratégique que constituait Gatumba.

I.3. La mise en valeur de Gatumba

Le milieu physique de la plaine de la Rusizi n'était pas tellement attrayant pour la population burundaise des hautes terres. La fréquence des maladies, en présence des marécages, les fortes températures, etc.

décourageaient toute idée de s'installer. L'intérêt économique était les pâturages pour le gros bétail en transhumance pendant la saison sèche.

I.3.1. Les objectifs économiques

I.3.1.1. Aspect et mission économique de l'espace de la plaine

La plaine a été envisagé tout d'abord au point de vue économique. Le planificateur s'est basé sur deux aspects :

1° Il s'agissait d'abord des lots fertiles, d'où un potentiel productif susceptible de pallier les crises alimentaires.

2° L'espace était considéré comme une distance facile à parcourir. On pouvait joindre deux points distincts de cet espace avec un moindre coût de transport.

La mission économique spécifique assignée à la plaine de l'Imbo était la production du manioc et de l'huile de palme d'après le plan décennal. *« L'Imbo peut augmenter considérablement ses productions de manioc et d'huile de palme qui serviront utilement au ravitaillement des populations moins favorisées de l'intérieur, il pourrait produire aussi des quantités plus importantes de coton, d'arachides et de riz »*[6].

L'intérieur était considéré comme une région non productive. En cas de disette, la population des hautes terres venait acheter les vivres dans l'Imbo jugée « grenier » national. Le coton pourrait servir à des fins commerciales.

[6] Plain décennal 1950-1960.

I.3.1.2. Les objectifs politiques

Pour atteindre cet objectif, une nouvelle notion de l'espace socio-agricole a été introduite. *« Peu peuplée, l'Imbo était jugée pour l'établissement des centres de paysannat indigène. Aussi, la plaine de la Rusizi qui constitue la partie nord de la région vers laquelle il importe de diriger les efforts fait-elle objet d'une étude approfondie ».*

Derrière ce groupement de population en paysannats pour des motifs économiques, les colonisateurs belges avaient un objectif politique et culturel majeur. *« Ce qui importe, c'est la tâche infiniment plus ardue de réformer des pratiques séculaires »*[7].

Il fallait à tout prix une population groupée. Une fois dispersée, il était impossible de mener l'action civilisatrice. Il s'agit d'atteindre l'indigène dans son intérieur, au sein d'une ambiance de son existence quotidienne, de lui inculquer des notions nouvelles, les modes de pensée et de vie sur lesquelles se fondait aux yeux de l'administration coloniale belge, le progrès matériel et spirituel, d'orienter progressivement la coutume vers les objectifs que le « progrès » impliquait.

« Il faut, après avoir dressé un plan d'action à son profit mais, dans une large mesure en dehors de lui et à son insu, gagner peu à peu l'adhésion de l'indigène, une adhésion plus consciente et de plus en plus active à sa propre élévation car il faut rappeler que tout ce qui, dans le passé s'est fait pour lui, le fit en dépit de son incompréhension, de son habileté et surtout de son inertie »[8].

[7] Plan décennal, p.454.
[8] Plan décennal, p.165.

I.4. Développement du coton

Dès le départ, Gatumba était un paysannat cotonnier. Sa mission, sa raison d'être était de produire le coton. Le paysan recevait une parcelle pour cultiver le coton et accessoirement, quelques cultures vivrières. Le coton occupait annuellement 80 ares contre 63,75 ares de cultures vivrières.

I.4.1. Le coton, culture spéculative

D'après Pierre GEORGES, *« l'agriculture spéculative se définit comme centrée sur une production commerciale sur le marché international aux cours établis en fonction des rapports quantitatifs de besoins et de production de l'échelle globale »*[9].

Le passage suivant révèle les raisons qui ont motivé le regroupement de la population autour d'une telle production. *« Les frais de main-d'œuvre sont réduits par la localisation de l'opération dans un pays sous-développé ou bien le travail est demandé à des ouvriers permanents ou saisonniers qui ne reçoivent presque rien en espèce, mais qui sont nantis d'un petit lot de terre sur lequel ils produisent péniblement la nourriture de leurs familles »*[10].

I.4.2. Evolution de Gatumba

Nombreux facteurs sont en train d'imprimer à Gatumba une évolution irrémédiablement différente, opposée à celle marquée jusque là par la production cotonnière. On peut grouper ces facteurs en deux catégories : les uns sont internes et les autres sont externes.

---

[9] GEORGES (P.), Précis de géographie urbaine, Paris, PUF, p.175.
[10] GEORGES (P.), op. cit., p.263.

Par les facteurs internes, nous entendons les facteurs qui étaient officiellement admis comme contribuant à la réussite de la mission cotonnière assignée à la zone. Ils étaient de trois ordres : population, espace agricole et économie.

Les facteurs externes sont ceux qui, anciens ou récents, ne cadraient pas avec la réalisation du plan initial, mais qui n'ont pas manqué, d'une manière ou d'une autre, d'en perturber l'harmonie. Les uns étaient présents tout au long de l'époque cotonnière. Ils étaient combattus ou simplement repoussés et sont parvenus, malgré cette hostilité, à continuer leur vie sans trop s'en tenir à la réglementation. Il s'agissait d'un cheptel bovin et du poisson.

I.4.2.1. Les facteurs internes : la population

Gatumba est devenu une véritable agglomération entre Bujumbura et Uvira. La population s'est concentrée sur des parcelles de plus en plus réduites. On pouvait alors imaginer la spéculation foncière qui allait s'en suivre. Une partie de l'espace passerait sans transition du capital foncier (surface agricole utile) au capital immobilier.

Certaines personnes disposant des moyens ont essayé déjà d'obtenir des parcelles soit plus vastes soit plusieurs parcelles en pièces morcelées.

La seconde spéculation a frappé les logements. La terre est devenue chère et les logements ont été insuffisants. Les demandes de logement ont été plus nombreuses et les loyers ont augmenté en conséquence.

I.4.2.2. Facteurs externes

I.4.2.2.1. L'élevage et pêche

L'élevage est un facteur relativement ancien et même antérieur à l'aménagement de Gatumba. L'autorité du tutelle l'avait négligé si non combattu et repoussé loin des cultures cotonnières. Les bovins étaient indésirables mais les habitants les ont pourtant maintenus.

En 1948, huit ans avant l'aménagement du périmètre de Gatumba, on dénombrait déjà 349 bêtes. Elle était passée successivement à 3970 en 1975 à 4600 en mars 1983. En 1991, on dénombrait autour de 5000.

Dans les années 1980, le gouvernement a donné raison aux éleveurs. Il a mis en place un dispensaire vétérinaire fonctionnel et un projet d'élevage moderne pour améliorer le cheptel bovin.

Le bétail assurait à la caisse communale d'importantes recettes. L'impôt par tête du gros bétail était considérable. Il était de 300 FBU par an, soit 138000 FBUen 1983 et 1 500 000 FBU en 1991. La commune imposait une taxe forfaitaire de 50 Fbu par le récipient de 20 litres de lait. Le prélèvement minimum était de 1000 FBU par jour soit une moyenne de 320 000 FBU par mois. L'on comprend dès lors que dans la conjoncture économique du passé, le gouvernement qui avait des difficultés financières ne pouvait pas négliger d'aussi précieuses recettes pour cette commune rurale.

CHAPITRE II : LA CRISE N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT

Depuis les années 1960, le Burundi a été secoué par des tueries successives à caractère ethno-politique dont le paroxysme a été atteint avec la tragédie de 1993.

Cette crise a été interprétée de plusieurs manières. On a d'abord avancé la mauvaise gestion politique. Selon NDAYISABA, *« Les causes lointaines de ce drame qui a frappé le pays résident essentiellement dans la gestion des ethnies par le pouvoir colonial dans la façon dont le pouvoir colonial a réalisé la distribution du pouvoir et des avantages qui s'y attachent »*[11].

AMSELLE et M'BOKILO ont défini l'ethnie en adoptant une perspective historique. Ils ont montré l'importance du fait colonial dans la construction des ethnies en Afrique. *«Ils mettent l'accent sur le fait que l'usage d'ethnies est indissociable des rapports de domination politique, économique ou idéologique d'un groupe sur un autre »*[12].

L'ethnie au Burundi a été la source de crise. D'habitude, les caractéristiques d'une crise par exemple celle de 1972 consistent en une chute brutale et inattendue des matières agricoles et en l'absence de croissance économique d'une part. La crise se remarque par le manque d'objectifs politiques de développement d'autre part. Le Burundi s'est vu frappé par des difficultés comme la faillite et la fermeture des entreprises, licenciement et

[11] NDAYISABA (J.), L'action humanitaire en Mairie de Bujumbura, 1993-1996 : Essai d'analyse, Mémoire, UB, Bujumbura, p.3

[12] AMSELLE (J-L) et M'BOKOLO (E.), « Au cœur de l'ethnie, Ethnicité, Tribalisme et Etat en Afrique. » La Decouverte, 1985, p.1.

chômage grandissant, ce qui a précipité la désorganisation du tissu socio-économique.

Au Burundi, la crise a d'abord touché les institutions du pays. Elle a par après atteint tout le pays. Nous avons assisté à la destruction des maisons, démolition des écoles et hôpitaux, fuite de la population, etc.

Mais la zone de Gatumba a une autre image. Le centre a été le site d'accueil. Gatumba a donné refuge à une population évaluée à plus de 100000 personnes. Comme la population réfugiée sur le centre était dynamique, Gatumba en a profité pour se développer.

Au cours de ce chapitre, nous allons voir comment la crise d'octobre a ouvert un nouveau visage sur le centre. Une étude complète du site de Gatumba ne saurait passer sous silence l'habitat spontané qui prend l'ampleur au début de 1996. Il s'agit d'un phénomène lié à la guerre. L'occupation spontanée est assez récente, elle remonte à une dizaine d'années.

A voir de près, l'on constate que la zone occupée s'élargit. On a assisté une multiplication progressive des constructions sur des parcelles aux limites mal définies. L'apparition de cet habitat ne signifie pas que le centre de Gatumba a atteint le point de saturation en ce qui concerne les densités car les nouveaux immigrants ont pu y disposer de terrains sur lesquels ils ont construit leurs maisons.

Selon les résultats de notre enquête, les nouveaux immigrants se sont installés sur des parcelles achetées à des gens qui avaient bénéficié des parcelles lors de la création des paysannats ou durant la deuxième république, période pendant laquelle on a mis en place la politique du regroupement en villages.

II.1. La croissance démographique

Selon les données de la commune, Gatumba avait en 1985 une population de 7112 habitants. Le recensement administratif de 1990 révèle quant à lui un effectif de 9780. La croissance démographique a connu son paroxysme surtout à partir de 1996. La population se chiffrait à plus de 100000 habitants. C'est à cette période que se sont fixés entre 1993 et 1996, des milliers de ménages venant de la capitale. Ce qui se traduit dans le paysage par la multiplication des constructions.

Au départ, quelques agents de la zone, du dispensaire, quelques militaires de la brigade, une vingtaine de commerçants avec quelques commerçants, constituaient la population du centre. Après quelques décennies, Gatumba s'agrandit. Un bataillon de fantassins se construit, les dispensaires se multiplient, les commerçants occupent une place importante surtout le long de la RN4.

La migration vers Gatumba se fait pour plusieurs raisons :

- D'abord, la zone est située en dehors du périmètre urbain. Il est facile d'acquérir une parcelle sinon une propriété. Les occupants ont obtenu de telles faveurs de l'administration communale.
- L'autre raison qui a favorisé l'occupation de Gatumba n'est que sa relation de proximité par rapport à la ville, ainsi que sa position de carrefour entre la RDC et Bujumbura. Appuyons-nous sur FIJALKOW pour comprendre l'influence de proximité quand il écrit que *« l'élément fondamental de vie est la proximité spatiale qui permet le déploiement des réseaux économiques, sociaux et la multiplication de relations de services »*[13]

[13] FIJALKOW (Y.), Sociologie de la ville, la Découverte, 2002, Paris, p.5.

On comprend que la courte distance entre Bujumbura et Gatumba a fortement influencé l'immigration. Pour cela, la population de Gatumba pouvait travailler à Bujumbura et rentrer le soir.

Enfin, la densification des quartiers de Bujumbura et la hausse de loyers qui en résulte provoquent une mobilité de la population qui migre vers les zones péri-urbaines où le loyer est encore faible et où l'on pense acquérir des parcelles facilement.

Cela est visible dans le paysage par le fait que beaucoup de maisons sont neuves. Par conséquent, le problème de logement s'est posé. Quelques commerçants ont vu que la zone sera convoitée dans le prochain avenir. Ils ont acheté de grandes propriétés qu'ils ont loties en parcelles afin de les vendre plus chères au moment opportun. Philippe fait une comparaison lors de la création de la ville de Lomé. *« Ainsi, le sol à Lomé, longtemps valeur d'usage, serait en train de redevenir valeur marchande »*[14].

A Gatumba, les terrains cultivables ne sont plus exploités. Les propriétaires ont voulu les vendre pour gagner beaucoup d'argent.

II.2. Les migrations forcées de la population

Dans la ville Bujumbura, les quartiers ont tendance à se former sur base ethnique à partir de 1994 comme le souligne NDAYIRUKIYE. *« Du quartier Kamenge, « plutôt hutu » au Nord de Bujumbura, partit, en 1994, la guerre des quartiers dont l'objectif fut l'épuration de ses habitants tutsi afin de disposer d'un quartier indispensable pour mener des opérations de guérilla urbaine et de porter la guerre dans l'ensemble des quartiers de Bujumbura.*

[14] PHILIPPE (G-L.), De Lomé à Harare. Le fait citadin, Karthala, IFRA, 1990, p.3.

Cette population provoque l'effervence des quartiers du centre comme Musaga et où la ségrégation ethnique chasse à leur tour, les habitants hutu de leurs logements. Ceux-ci s'exilèrent ou s'établissent à Gatumba petit bourg situé à l'Ouest, à quelques kilomètres de Bujumbura »[15].

Cela nous montre une rapide évolution démographique dans la zone de Gatumba. La population était chiffrée à 9780 personnes en 1990. En 1996, elle se dénombrait à plus de 100000 habitants. Il est donc nécessaire de déterminer pourquoi ces derniers ont migré à Gatumba. La migration a été définie comme *« le fait d'adopter d'une manière temporaire ou définitive un pays, un climat nouveau. C'est un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un lieu de destination ou d'arrivée »*[16].

L'ethnie a été l'élément catalyseur. On se basait sur l'appartenance ethnique pour chasser l'autre. L'identité ethnique était la référence pour stigmatiser les personnes à tuer.

II.3. Naissance d'un bourg

La population s'élevait à plus de 100.000 personnes. A côté de la population rurale se trouve une catégorie de petits commerçants (transporteurs au moyen de vélos, vendeurs de denrées alimentaires, cabaretiers, chauffeurs de minibus, etc.

---

[15] NDAYIRUKIYE (S.), Bujumbura centenaire, 1897-1997, Croissance et défit, Edition l'Harmattan, Paris, p.4.
[16] DUREAU (F.), Migration et urbanisation : Le cas de Côte d'Ivoire, Collection ORSTOM, Paris, 1981, p.146.

Signalons également la catégorie de fonctionnaires, d'élèves, etc. Ce centre accumule un certain nombre de fonctions à savoir la fonction administrative, la fonction commerciale, fonction religieuse et militaire.

Les équipements que l'on trouve à Gatumba sont les centres de santé, un lycée communal, les églises catholiques et protestantes, un camp militaire, une brigade de la Police Nationale du Burundi, deux hôtels (Auberge de Kinyinya, Hôtelde Delta).

Ces équipements sont installés côte à côte. Le lycée communal, le centre de santé, le camp militaire, la brigade, le bureau de zone, ne sont pas distants de 300 m.

La concentration de la population est favorisée par les fonctions de Gatumba ainsi que les regroupements des habitants de part et d'autre de la RN4.

Au moyen terme, le centre risque d'être avalé par la capitale étant donné que cette dernière s'étend vers Gatumba. Le périmètre de la ville atteindrait facilement et rapidement les limites de Gatumba dans quelques années.

II.4. L'accès à la terre et au logement

L'acquisition d'une parcelle constitue la première étape dans le processus menant à la construction de logement et à la mise en place des infrastructures et des équipements.

U. B.

A Gatumba, toute personne a cherché à s'installer définitivement d'où on devrait avoir une parcelle. Le droit burundais confère à l'individu le droit d'usufruit sur la propriété de sa famille acquise par héritage ou pour achat.

Avant la crise, les habitants de la zone Gatumba avaient des terres soit durant la période coloniale (paysannats) soit sous deuxième République lors de la campagne de regroupement en villages.

Pendant la crise, l'on a assisté à un phénomène de spéculation foncière. La terre a cessé d'être un bien d'usage mais un bien marchand. Philippe démontre la convoitise de la ville. *« La ville est un enjeu, chacun cherche à s'y intégrer et à s'y faire place, c'est-à-dire à s'approprier un espace »*[17].

L'achat à Gatumba est devenu la source la plus significative de la propriété foncière. Contrairement aux zones urbaines, à Gatumba, l'autorité administrative n'a pas prévu de terrains à bâtir. La zone n'avait pas d'espace vert pour l'utilité publique. Non plus, l'administration n'a pas exproprié de terrains pour la redistribution en vue du lotissement.

« L'expropriation est la possibilité d'acquérir un terrain même si le propriétaire n'est pas vendeur. Il s'agit d'une application de la règle selon laquelle, la propriété est un droit inviolable et sacré, nul ne peut être privé si ce n'est quand la nécessité publique légalement constatée l'exige et sous la condition d'une juste et préalable indemnité »[18].

---

[17] PHILIPPE (G-L), op. cit., p.23.
[18] Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cité par FIJALKOW (Y.), op. cit., p.104.

Le gouvernement de cette époque issue des négociations Kigobe-Kajaga qui n'était pas sûr du lendemain ne pouvait pas s'aventurer dans cette opération d'expropriation. Le Burundais est toujours attaché à sa terre. L'administration a laissé tout homme se débrouiller.

Cependant, les réglementations en vigueur sont telles qu'un grand nombre de ménages ne parvient pas à acquérir des terrains à bâtir suivant les procédures réglementaires. Ce que MIKUMBI observe pour le quartier de Musaga à propos de l'acquisition des parcelles n'est pas moins valable pour notre zone d'étude.

« La conquête de la frange urbaine peut se faire de deux manières, soit par voie légale après décision des pouvoirs publics de créer un quartier dans un endroit donné suivant un plan et des normes définies au préalable par voie illégale par implantation d'un habitat spontané »[19].

La zone d'occupation spontanée se situe de part et d'autre de la route Bujumbura-Uvira. L'occupation spontanée a pris l'ampleur au début de 1996. Il s'agit d'un phénomène lié à la guerre, à sa position géographique, à la sortie de la capitale, à l'entrée de la RDC.

La zone s'est élargie au fur du temps. On a assisté à une multiplication des constructions sur des parcelles aux limites mal définies. Les nouveaux venus se sont installés là où ils pouvaient disposer d'un terrain pour ériger leurs habitations.

[19] MIKUMBI (S.), MUSAGA, étude géographique d'un quartier péri-urbain, Mémoire, F.L.S.H, 1978, p.12.

Le lieu d'installation d'immigrants est rarement le fait du hasard. Les résultats de nos enquêtes nous ont révélé que les réfugiés avaient les liens de parenté, d'alliance avec les habitants de Gatumba.

Les nouveaux venus se sont installés sur des parcelles appartenant soit à des particuliers, soit à des membres de la famille. Ces derniers, selon leurs possibilités et l'état de relations qui les unissent aux nouveaux migrants, leur ont cede une parcelle sur laquelle ils ont érigé leurs propres habitations.

Ceux qui n'avaient pas de relations de parenté ont acheté des lopins de terre. Pour éviter les conflits entre acheteurs et vendeurs, l'achat d'une parcelle est sanctionné par un contrat de vente rédigé à la zone et par acte de notoriété délivré par le tribunal de résidence.

II.4.2. Le logement

L'année 1993 peut être considérée au Burundi comme celle de désengagement de l'Etat dans la quasi-totalité des domaines de la vie courante. L'habitat n'a pas échappé à cette règle. Avec la croissance démographique, il y a eu crise de logement. La question de logement a été au centre de préoccupation pour beaucoup de personnes. Pour résoudre cette question, le souhait était d'établir graduellement l'équilibre économique entre l'offre et la demande. L'on aurait trouvé des logements pour une population de plus de 100.000 personnes regroupées, sans abris.

Le prix de terrain a fortement augmenté. Une parcelle de 20 m sur 20 m coûtait 500.000 FBU alors qu'avant la crise aucune parcelle ne coûtait plus de 50.000 FBU. Thaddée NDIHOKUBWAYO[20] nous fait remarquer la flambée des prix fonciers.

- Une parcelle coûte combien ?

→ Ça dépend de votre entente.

- Une parcelle de 20 m sur 20 m coûte combien ?

→ Ça coûte entre 400.000 FBU et 500.000 FBU

- Avant la crise, la même parcelle se vendait combien ?

→ On achetait la parcelle à 50.000 FBU.

Cependant, GATUMBA où l'occupation a été spontanée, chacun a acheté une parcelle et selon ses moyens financiers. En effet, la zone était perçue depuis longtemps comme favorable à l'extension de la ville. Elle n'a cessé de susciter l'intérêt des constructeurs. Plusieurs maisons ont été construites.

Gatumba est avantagé par la disponibilité des matériaux de construction. La population a profité de l'occupation spontanée pour ériger des habitations. La briqueterie est très développée. La présence des zones très argileuses sur le site favorise la fabrication des briques cuites.

[20] NDIHOKUBWAYO Thaddée, 46 ans, conseiller à la zone Gatumba.

II.5. Le rôle de l'Etat

Les limites du centre s'élargissant très rapidement en 1996, année à laquelle Gatumba a vu sa densité d'occupation augmenter à une allure exponentielle. Dès lors, des milliers de maisons ont été construites dans tous les secteurs du centre de Gatumba, selon les disponibilités financières de chacun.

Pendant cette période l'Etat ne s'est pas montré comme maître du jeu. Il n'a pas assuré son rôle de coordinateur, de stimulateur, d'organisateur d'actions politiques adéquates pour que tout citoyen ait un logement. Sinon, il aurait réussi à mobiliser les sources intérieures pour financer les constructions pour les plus nécessiteux. Selon Juvénal BARANSATA, *« le gouvernement de 1996 n'a pas vu l'importance de la nécessité d'établir des plans des centres urbains en vue d'une maîtrise plus cohérente de l'aménagement urbain »*[21].

L'élaboration de tels documents d'orientation permettait d'arrêter ou tout au moins de limiter la prolifération des quartiers à l'habitat spontané.

II.6. Plan

L'originalité du plan est donnée par son site. Sur ce, Gatumba est guidé par sa morphologie qui se présente comme l'élément essentiel et favorable à l'extension sur une plaine. Les constructions sont érigées le long de la RN4. Le plan change selon la disponibilité du terrain à bâtir.

[21] BARANSATA (J.), ingénieur civil, cadre de l'urbanisme.

« Le plan traduit les phases de réalisations et d'organisation des villes. Dans de nombreux cas, le relief a guidé l'extension empêchant la ville de se développer sur les massifs montagneux, les terrains inondables »[22].

L'altitude a favorisé les constructions. L'on n'avait pas besoin de fournir d'efforts pour aménager le terrain. Ce dernier est plat contrairement aux endroits fort escarpés de la province de Bujumbura-Rural. Par exemple, sur les collines surplombant la capitale, on passe plusieurs jours à aménager l'endroit où construire une maison.

Actuellement, le service d'urbanisme en collaboration avec les autorités administratives de la commune Mutimbuzi vient de disponibiliser 192 parcelles dans le site de Kajaga II au profit de la population de Gatumba. A cela s'ajoute une centaine de parcelles appartenant à des déplacés. Selon les autorités de l'urbanisme, toutes les maisons seront construites conformément au plan préconçu par le service de l'urbanisme.

II.7. Les distractions

« La ville ou centre doit permettre d'habiter, de travailler, de circuler et de se distraire »[23].

Les distractions sont des facteurs de connaissance de l'espace pour la population. En particulier, peu de personnes âgées, mais aussi de femmes, sortent peu de chez elles pour se distraire. Ce sont surtout les personnes de 20 à 40 ans qui profitent de la plage comme lieu de distraction.

---

[22] FIJALKOW (Y.), op. cit., p.14.
[23] FIJALKOW (Y.), op. cit., p.11.

A Gatumba, un lieu de promenade ressort nettement. La plage est un lieu de promenade gratuit. Un lieu de rencontre où l'on profite de la fraîcheur de l'air du lac Tanganyika. L'on ne se baigne pas car l'eau n'est pas propre.

Le dimanche, la journée est agrémentée sur la plage : les gens de tous les milieux viennent là pour y passer les bons moments de la fin de la semaine.

Les vendeurs des bières et de brochettes sont nombreux. On dénombre 27 bars sur le centre. Les radio-cassettes des touristes font entendre des rythmes africains notamment congolais, on est à quelques kilomètres de la RDC.

II.8. Les échanges

Les relations susceptibles de se nouer à travers les frontières sont intéressantes du point de vue économique. Elles portent sur les facteurs de production, les biens et les services. Dans le cas qui nous concerne, les relations portent beaucoup sur les biens. FIJALKOW affirme dans ses écrits *« qu'on ne peut pas commencer l'étude d'une ville ou d'un secteur en étudiant son insertion dans un espace régional ou national. On peut chercher à identifier la centralité, l'accessibilité de la localité »*[24].

Les gens qui dépassent la frontière de la RDC vont acheter les produits finis. Ceux-ci sont vendus sur le marché de Gatumba ou sur le marché de Bujumbura.

Du côté du Burundi, nous observons les Congolais qui entrent avec les produits comme les pagnes, les tissus en polyester, les produits en plastique à savoir les couverts de table, seau, sucre, etc.

[24] FIJALKOW (Y.), op. cit., p.92.

Ils partent avec les produits industriels non présents ou insuffisants chez eux. Ces produits sont : le sucre, les savons de lessive fabriqués à partir du palmier à huile, la bière Primus, etc. Les relations économiques entre la ville de Bujumbura et Gatumba ne sont pas à sens unique. Les deux sont interdépendants.

En effet, *« si la ville demande beaucoup aux campagnes qui l'entourent, elle joue dans leur évolution et dans leur organisation un rôle décisif, distribution des produits de l'industrie »*[25].

En général, Bujumbura expédie des produits manufacturés vers la région de Gatumba. Ces derniers sont les vêtements, les chaussures, les articles scolaires, du sel et d'autres produits.

En effet, *« la ville représente le magasin central où le détaillant se ravitaille »*[26]. Ces relations économiques entre Gatumba et la ville se doublent de celles avec la RDC. L'influence congolaise l'emporte sur celle de la capitale. Elle s'observe entre autre dans l'habillement des femmes. Les pagnes d'importation congolaise font objet d'attrait plus que ceux produits par le COTEBU.

Les échanges sont facilités par des moyens de communication très développés, ce qui permet un trafic intense. Gatumba est situé à mi-chemin entre Burundi et la ville d'Uvira. *« Les proximités spatiales permettent d'abaisser les coûts, d'augmenter la diversité des biens, de rapprocher l'offre et la demande des produits ou d'aptitudes humaines spécialisées »*[27].

---

[25] ANNETHER (P.), Les villes d'Afrique Tropicale., Masson, Paris, 1976, p.175.
[26] ANNETHER (P.), op. cit., p.175.
[27] DAMKOW (Y.), op. cit., p.10.

Gatumba est donc un centre de transition. Les principaux produits sont les chaussures, les piles transistors, les savons de lessive, les articles d'habillement, les pièces de vaisselle. Gatumba approvisionne la capitale en produits vivriers cultivés dans la région comme les céréales, les légumes et les fruits. Ils ont une origine diverse. Certains sont cultivés sur place, d'autres sont collectees par les vendeurs dans les environs ainsi qu'en RDC.

Nous ne pouvons pas avoir une idée sur les entrées entre la RDC et le Burundi. Et pour cause, les statistiques ne sont guère tenues là-dessus. Lors de nos enquêtes, le personnel du service des douanes trouvé sur place a préféré garder le silence aux questions posées. Ils nous ont révélé que les données sont détenues par le service d'impôts. L'accès à ces données est difficile.

L'utilité de la RN4 n'est pas à ignorer car une grande partie du trafic s'effectue à travers cette voie. La route est toujours en bon état, ce qui facilite la circulation.

Cependant, nous constatons que Gatumba, par l'intermédiaire de Bujumbura, se comporte comme un fournisseur pour le centre de la ville d'Uvira. Les produits sont recherchés par les Congolais non seulement parce qu'ils coûtent moins cher mais aussi parce qu'ils n'existent pas chez eux. C'est le cas de l'huile de palme et du savon pour le centre d'Uvira.

II.9. Importance démographique de l'immigration

En ce qui concerne la provenance des personnes qui peuplent Gatumba, les statistiques demeurent unanimes qu'il faut faire la part de deux grands phénomènes : l'accroissement naturel et le déplacement de la population.

Ce facteur de déplacement est considéré comme explicatif du peuplement de ce centre car une grande partie de la population de Gatumba n'est pas née dans les limites du centre.

Une immigration a joué et continue à exercer un rôle prépondérant dans l'accroissement démographique et le développement économique de Gatumba.

Cela est d'autant vrai que les personnes nées sur place s'avèrent des descendants d'immigrants. Parmi ces derniers, il y a lieu de distinguer l'immigration étrangère qui concerne surtout les population rwandaise et congolaise d'une part, et l'immigration interne ou burundaise d'autre part.

Nous pouvons dire que les migrations ont beaucoup contribué à la création du centre de Gatumba et pourraient continuer à accroître les effectifs démographiques en plus du renouvellement de la population sur place de génération en génération.

Pour l'immigration interne, ce phénomène s'explique par le fait que les campagnes constituent un milieu répulsif dans certaines régions du Burundi. Les terres sont insuffisantes et connaissent un appauvrissement plus ou moins important alors que le Burundi est un pays essentiellement agricole.

Quant aux Congolais, leur présence à Gatumba explique l'importance de leur part dans les échanges.

II.10. La survie par l'exode rural

Aujourd'hui, pour de nombreuses populations, les causes de l'exode rural sont multiples : la disette, inondation ou sécheresse, génocide, etc.

Toutes ces causes n'ont pas cessé de déclencher des mouvements de population. Le dilemme est tragiquement simple. A partir de 1993, la guerre civile Burundi a suscité le départ précipité de la majorité des Burundais dont plus de 100.000 personnes se sont installées à GATUMBA. Ces personnes sont venues des quartiers de Bujumbura et des régions environnantes. L'exigence de la survie l'emporte sur toute autre considération. Peu importe que les causes soient d'origine écologique, politique, l'exode rural est toujours brutal pour les gens qui ont tout perdu comme ceux réfugiés à Gatumba.

En définitive, ces immigrations forcées déplacent des masses de population de tout âge, de toutes conditions économiques et sociales. Elles ont occasionné la croissance démographique et spatiale du centre urbain de Gatumba.

CHAPITRE III : IMPACT DE LA CRISE SUR LE SECTEUR SOCIO-ECONOMIQUE

L'insécurité qui a régné dans les différents coins du pays a empêché les agents économiques de vaquer correctement et efficacement à leurs activités. Cela a provoqué la baisse de la production. La diminution du surplus allait de pair avec celle de l'épargne et expliquait la régression des investissements dans une certaine mesure.

A défaut de fermer, certaines entreprises ont été obligées de réduire au minimum leurs personnels, tandis que les investissements étrangers ont fui cette situation incertaine qui prévalait dans le pays.

L'augmentation du taux de chômage a provoqué l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la population au moment où les prix des produits de première nécessité ne cessaient d'augmenter et faisaient l'objet de spéculation. Tous ces phénomènes n'ont fait que favoriser la détérioration des conditions de vie de la population.

En plus des maisons qui ont été détruites dans plusieurs localités du pays, des magasins et boutiques ont été saccagées et brûlés. *« Selon le diagnostic du PNUD par exemple, en 1996, la Mairie de Bujumbura comptait 2.354 maisons détruites, 15 magasins et 291 boutiques détruits »*[28].

Aussi, des infrastructures publiques ont été détruites : des écoles, des hôpitaux et des centres de santé, ainsi que les usines de production. L'on peut citer ici la destruction de l'Hôpital de Mutaho, la destruction de l'usine théicole de Teza (après le massacre de son personnel).

[28] NDAYISABA (J.), op. cit., p.17.

Contrairement à ce constat amère de la crise, Gatumba a paradoxalement profité de ce laps de temps pour se développer. En essayant de faire un bref bilan du côté socio-économique, des écoles primaires et un lycée communal ont été construits. Quatre centres de santé et deux pharmacies ont vu le jour. Une agence de la Banque de Gestion et de Financement ainsi qu'un guichet de la Régie Nationale de Poste se sont installés. En plus de deux marchés qui fonctionnaient deux fois par semaine, un marché moderne a été érigé par le Programme de Réhabilitation du Burundi (PREBU). Des stations à essence ont été mises à la disposition des automobilistes. Le spirituel lui aussi a connu son expansion : plusieurs églises ont été construites un peu partout à l'intérieur du centre urbain de Gatumba.

III.1. Le secteur primaire

III.1.1. L'agriculture

Avant la crise d'octobre 1993, une partie importante de la population de Gatumba vivait en autosubsistance totale ou partielle grâce à l'agriculture. Pendant la crise, la population qui s'est installée à Gatumba a continué de pratiquer les mêmes activités qu'auparavant. C'est-à-dire que les agriculteurs ont loué des terres pour cultiver. Comme l'agriculture occupe une place importante dans la vie des habitants de Gatumba, on peut parler d'une véritable vie rurale.

Cependant, l'on constate que cette agriculture ressemble à celle pratiquée dans certains villages ruraux. Il s'agit de produire pour consommer en premier lieu et pour vendre en seconde position et aussi gagner autant d'argent que possible.

Les agriculteurs de Gatumba s'occupent essentiellement de la rizieulture. Les autres cultures qu'on y trouve sont le haricot, la patate douce, le manioc, l'arachide, les légumes, etc.

La culture du coton est privilégiée. D'ailleurs, dès son peuplement, Gatumba était un paysannat cotonnier nous l'avons souligné. Malgré la stabilisation des prix ou parfois augmentation, les planteurs du coton que nous avons rencontrés au cours de notre enquête jugent le prix au kilogramme insuffisant à voir les dépenses courantes pour l'achat des vivres. Les prix des vivres augmentent à un rythme supérieur à celui du coton. Cette situation fait que certains exploitants entretiennent surtout les cultures vivrières. Un planteur du coton affirme que *« les revenus de l'exploitation du riz sont loin meilleurs à ceux de l'exploitation du coton »*[29].

Le riz peut facilement rapporter plus de 300.000 FBU pendant qu'un bon planteur cotonnier atteint difficilement 25.000 FBU des revenus après la recolte.

Les paysans considèrent le coton comme une culture qui profite à l'administration et traitent les gens de la COGERCO de la même façon que les anciens moniteurs coloniaux. La COGERCO est considérée comme une compagnie malhonnête qui ne fait qu'exploiter les paysans. Pendant la crise le coton n'a pas connu des progrès. Des fois les intrants agricoles achetés à crédits ne sont pas remboursés comme convenu au moment de la distribution. En 1996, le taux de remboursement s'élevait par exemple à 57% dans le secteur Gatumba contre 40% à Gihanga.

[29] NZEYIMANA (E.), agriculteur, habitant de Gatumba.

Pour cela, certains paysans préfèrent vendre leur coton aux commerçants locaux. Dans ce cas, ils gagnent plus car le coût des engrais ne sera pas déduit de leurs ventes.

III.1.2. L'élevage

La région de Gatumba est restée pendant longtemps une zone à vocation pastorale. Cette activité trouve des conditions favorables à savoir l'existence de vastes étendues de pâturage, la présence d'un sol salé, les débouchés stables dus à la proximité de la ville de Bujumbura, etc.

Le nombre de têtes de bétail n'est pas facile à déterminer avec exactitude. Beaucoup d'éleveurs ne déclarent pas la totalité de leurs troupeaux de peur d'être frappés d'impôt élevé sur le gros bétail. Pendant la crise, la vache a été la cible des bandes armées. Lors des razzias, les éleveurs risquaient leur vie. Pour encourager l'élevage, le gouvernement a supprimé l'impôt sur le gros bétail vers la fin de l'an 2003.

Toutefois, d'après le recensement effectué par la commune Mutimbuzi en 2001, le bétail était de plus de 800 vaches à plus de 100 éleveurs. Cet effectif élevé par rapport aux autres années d'avant la crise s'explique par le fait que les vaches ont été acheminées vers Gatumba en pleine crise. Les éleveurs ont choisi cet endroit à cause des conditions climatiques favorables à l'élevage. En plus, sauf quelques rares régions du pays, le bétail était menacé par les groupes armés. Et Gatumba n'a pas été épargné. Les militaires du camp de Gatumba et les gendarmes ont vite combattu ce genre de vol. S'agissant du petit bétail, les caprins qu'on y trouve sont de petite taille. Ils pèsent 20 kg en moyenne à l'âge adulte. Quant aux moutons, on dénombre quelques uns qui accompagnent les troupeaux de vaches ou de chèvres.

Le nombre est négligeable à cause de la tradition burundaise qui interdisait jadis de consommer la viande de mouton. Concernant la volaille, la poule en constitue l'élément essentiel.

III.1.3. La pêche

Elle n'a pas connu de progrès pendant la crise. Les pêcheurs ne sont pas équipés d'outils modernes. Mais selon le vétérinaire communal, ils fournissaient en moyenne 25 kg de poissons par jour.

III.2. Le secteur secondaire

Le secteur secondaire rassemble deux types d'entreprises ayant chacun des formes particulières de travail : l'artisanat et l'industrie. Au Burundi, comme dans la plupart des pays en voie de développement, *« l'industrie, encore au stade embryonnaire occupe une place très limitée dans l'économie nationale »*[30].

Bien que l'industrie soit totalement absente sur le centre de Gatumba, celui-ci comprend une part importante d'actifs employés dans le secondaire. Parmi ces derniers, près d'un tiers sont dispersés dans la zone, le reste se répartit dans les industries de la ville et dans le quartier industriel (AGGLOBU, SIRUCO, BRARUDI, COTEBU, etc.).

Etant donné que la majeure partie des actifs employés dans le secteur secondaire travaille dans les entreprises situées hors de Gatumba, l'étude de ce secteur concerne exclusivement les activités qui se déroulent dans ce centre.

---

[30] SIRVEN (P.), La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi, thèse de doctorat d'Etat, Université de Bordeaux VII, 1984,, p.235.

III.2.1. L'artisanat de production

Les activités artisanales relèvent les uns de l'artisanat traditionnel, les autres de l'artisanat moderne. Les activités qu'on rencontre sont principalement le tissage des nattes et la menuiserie.

La première activité est réservée aux femmes pendant les heures de repos. Concernant la seconde activité, l'artisan travaille seul avec un outillage rudimentaire. Il se fait aider par un apprenti et travaille généralement sur commande. Lorsque celle-ci est intéressante comme pendant la crise qui a commencé au mois d'octobre 1993, au moment où la population fuyait avec seulement des habits, l'artisan avait beaucoup de commandes. Les déplacés voulaient s'équiper en chaises, tables, lits, etc. L'artisan s'approvisionnait en planches sur les différents dépôts de bois et faisait faire les grands travaux exigeant un matériel spécialisé dans les grands ateliers de menuiserie bien équipés en machines électriques.

Actuellement, cette activité a connu un essor remarquable car elle a bénéficié des machines électriques de la part du Vice-président Domitien NDAYIZEYE lors de sa visite en 2003 en commune Mutimbuzi.

III.2.2. L'artisanat de service

La catégorie des personnes qui sont occupées par l'artisanat de service sont les tailleurs, les mécaniciens, les réparateurs de transistors et des montres ainsi que les coiffeurs. Ces derniers sont importants en nombre. Les tailleurs travaillent sur commande à leur domicile.

Quelques mécaniciens qui œuvraient à Bwiza et à Kamenge avant la crise ont ouvert leurs ateliers d'entretien de véhicules, de motocyclettes à Gatumba.

III.3. Le secteur tertiaire

Le commerce connaît un grand développement au centre de Gatumba. C'est une activité très ancienne sur ce site. Cependant, cette activité commerciale revêt un aspect si multiforme qu'il nous a été difficile de distinguer qui est commerçant et qui ne l'est pas. VENNETIER a aussi souligné que *« l'impression souvent ressentie est que tout le monde en ville a quelque chose à vendre ou à acheter »*[31].

Les activités commerciales jouent un grand rôle car elles procurent un complément de revenus familiaux souvent insuffisants, du moins si nous nous référons au total de 27 commerçants enquêtés.

A côté des commerçants connus par le service des taxes de la commune Mutimbuzi, il existe d'autres qui se sont livrés à de petits trafics plus ou moins clandestins. Par exemple, la bière « Primus » alimente un commerce illicite florissant et qui est surtout le fait des femmes. La majorité des commerçants ambulants sont ignorés également du service des impôts.

L'une des raisons proliférations de petits commerces qu'ils soient fixes ou ambulants est que le métier est considéré par un bon nombre de personnes comme accessible, un métier ne nécessitant pas une formation au préalable. Il suffit de disposer d'un capital permettant de constituer un petit stock d'articles pour démarrer une boutique.

[31] VENNETIER (P.), op. cit., p.175.

A côté de cette dernière, la buvette se révère être un établissement de commerce très florissant. Le commerce de la bière Primus et de vin de banane est très rémunérateur, d'où le grand nombre de bars. La demande est si forte qu'il est très fréquent que l'offre soit insuffisante, ce qui donne lieu à la spéculation.

Les bars de « Primus » et d'«Amstel »[32] sont inégalement fréquentés. La possession d'un appareil frigorifique constitue un attrait pour les gens qui préfèrent une bière fraîche. Dans le même ordre d'idée, la possession d'un appareil de musique influence beaucoup les clients.

Le commerce de vin de banane artisanalement brassé (Rugombo) est très rémunérateur. C'est pourquoi on enregistre un grand nombre de buvettes. On dénombre 27 bars. Le vin de banane est réservé aux populations qui ont un faible pouvoir d'achat.

La fonction commerciale garde une grande envergure. Les commerçants jouent le rôle de semi-grossiste. Ils viennent s'approvisionner à Bujumbura et alimentent le centre de Gatumba. Les équipements commerciaux sont en grande partie constitués par les magasins, les boutiques, les bars, les restaurants, les stations à essence, les pharmacies, etc.

L'importance de ces marchés est remarquable compte tenu du nombre de personnes étrangères ou nationales qui les fréquentent tous les jours et la variété des biens vendus. La plupart des commerçants ont investi dans le transport des marchandises et des personnes. Ainsi, la fonction commerciale est florissante à Gatumba mais les commerçants enrichis quittent le lieu pour

[32] Bières fabriquées industriellement par la brasserie BRARUDI.

s'installer dans la capitale. Toutefois, ils gardent un pied dans la zone, ce qui implique la stabilité du centre commercial.

Les fonctions financières se sont installées avec l'agence de la Banque de Gestion et de Financement (BGF en sigle) et l'ouverture d'un guichet de la Regie Nationale de Poste. Le commerce de rue et remarquable aussi au centre Gatumba. C'est une activité réservée aux jeunes gens de 10 à 20 ans. Ceux-ci se placent aux endroits fréquentés et proposent aux clients éventuels de minuscules quantités de marchandises même pour la plus petite unité monétaire, un billet de 20 FBU pour la cigarette et 50 FBU pour acheter un paquet de cacahouètes.

Certaines femmes vendent également du charbon devant les maisons par tas de 100 FBU, des fruits ou de l'huile de palme par de minuscules boîtes de récupération notamment celles ayant servi de boîte de conserve pour sauce tomate. La vente et la revente des produits aboutissent donc nécessairement au stade du petit détail voire du micro-détail.

Les avantages de ce genre de commerce sont doubles : d'une part le commerce du petit de détail permet aux acheteurs peu fortunés, lesquels sont majoritaires dans le centre de Gatumba, de se procurer certains produits qui sont vendus au kilogramme, au litre ou au paquet. Ce qui rend les produits accessibles étant donné que les gens ne disposent pas d'un capital substantiel. D'autre part, un tel commerce procure aux vendeurs un petit bénéfice qui est parfois leur seul revenu pour survivre du jour au jour.

Nous sommes au cœur de l'informel décrit de trois façons par Alioune SALL : *« Une vision micro-économique, à partir de laquelle l'informel est défini par les petites organisations marchandes (par opposition aux grosses organisations industrielles), une vision macro-économique, où l'informel est comparé avec les marchés et les économies parallèles, et une vision sociétale où*

l'on parle des économies non officielles (par rapport à celles reconnues par l'Etat) »[33].

Selon lui, dans un pays en développement, c'est au contraire l'explosion démographique et urbaine ainsi que les limites du progrès de la productivité contribuent à l'apparition du secteur informel. L'informel existe à cause de l'incapacité du système officiel et industriel à couvrir l'ensemble des besoins sociaux et à prendre en charge l'excédent de la main-d'œuvre.

Le commerce informel ou illégal existe, et est toléré à Gatumba. Il se remarque tout le long de la RN4 par de petites boutiques, kiosques généralement en bois. On y achète des produits d'usage quotidien : savons, cigarettes, bonbons, etc.

III.4. Moyens de déplacement

L'on peut donner une image de modes de déplacement à Gatumba en s'appuyant sur les résultats de nos enquêtes. Les habitants nous ont confirmé que la possession d'une voiture personnelle est rare. C'est un mode de transport réservé aux privilégiés. Manifestement, ce qu'analyse ailleurs Philippe lorsqu'il écrit que *« la voiture n'est d'ailleurs pas seulement utile au riche, elle est aussi le signe de réussite car dans la société actuelle, on vous situe selon votre moyen de déplacement »*[34].

Les voitures de luxe sont au nombre limité. Les véhicules de transport sont privilégiés. Les taxi-voitures et les taxi-vélos inondent le centre de Gatumba. Philippe continue en parlant de la place de chaque homme selon ses

[33] SALL (A.), La compétitivite future des économies africaines, Edition Karthala, Paris, 1999, p.26.
[34] PHILIPPE (G.L.), op. cit., p.21.

moyens de déplacement. *« Les piétons ne comptent pas, en deuxième lieu viennent ceux qui ont un engin à deux roues à moteur ou au sommet se pavanent ceux qui ont une voiture »*[35].

III.4.1. Le transport

« Le transport est le déplacement des choses ou des personnes sur une longue distance et par moyens spéciaux »[36].

Le transport occupe une place de premier rang dans les échanges entre Gatumba et les autres parties du pays d'une part et entre Gatumba et les pays frontaliers d'autre part. Le transport permet d'acheminer les marchandises depuis leur lieu d'origine, ou de production jusqu'à l'endroit de consommation, ou de transformation.

A Gatumba, le transport se fait au moyen de deux modes : le transport par véhicule et par vélo.

III.4.2. Le transport par véhicule

Les engins de transport par véhicule se définissent d'abord à partir de l'évolution des biens et des désirs des usagers. Cela dépend de la croissance de la mobilité et du développement des exigences concernant la qualité du service : vitesse, fiabilité, sécurité, environnement, etc. La demande ne dépend pas seulement du prix mais aussi de la qualité du service qui englobe des paramètres tels que le temps de transport, la sécurité, etc.

---

[35] PHILIPPE (G.L.), op. cit., p.21

[36] QUINET (E.), Analyse économique des transports, PUF, 1990, p.10.

Pour le temps, on l'exprime en heures passées. Pour la sécurité, ça sera la probabilité d'accidents sur le trajet en cours de route où la probabilité d'être tué est plus ou moins élevée.

Compte tenu de tous ces facteurs, Gatumba a connu une circulation intense. Les véhicules parcouraient la RN4 et le trafic était tellement régulier que 40 mini-bus et une dizaine de taxi-voitures et deux bus OTRACO (Office du Transport en Commun) circulaient de 7 h 00 à 17 h 45 minutes. Ils empruntaient la route RN4 pour prendre la direction Bujumbura ou vers la RDC.

III.4.3. Le transport par bicyclette

Il s'est développé à Gatumba « une civilisation » à bicyclette. Même les femmes roulent à vélos contrairement aux mentalités de la majorité des Burundais réservant l'usage de ce moyen aux seuls hommes.

Le gros du transport à l'intérieur se fait par vélo. Ce dernier est entré dans les habitudes. Il sert à puiser de l'eau, à ramasser du bois de chauffage, etc. Ce moyen de transport est facilité par le relief de la plaine. Quatre cent taxi-vélos desservent la région. On peut en distinguer deux groupes. Le premier prend la direction de la frontière avec RDC. Le second emprunte la route RN4 vers la grande Rusizi(direction Bujumbura).

Les particuliers (privés), selon Déo NIYONKURU, *ont œuvré pour promouvoir ce transport*[37]. Pour éviter que les jeunes déscolarisés s'adonnent à la consommation de la drogue, la fondation STAMM (Fondation d'une famille allemande du nom de STAMM) a octroyé 20 taxi-vélos aux jeunes. Chaque

[37] NIYONKURU(D), Agent de la fondation STAMM

bénéficiaire doit verser une somme de 200 FBU par jour à la caisse de la fondation. Après deux années, le vélo lui revient.

III.4.4. L'intervention de l'Etat dans les transports

La puissance publique joue dans le transport un rôle particulièrement important, notamment en garantissant la libre circulation des personnes et des biens. La présence des pouvoirs publics se manifeste dans le domaine des infrastructures d'un côté et de la gestion du matériel roulant de l'autre côté.

Concernant les infrastructures routières, la route nationale n°4 (RN4) est toujours en bon état. Cela a facilité le trafic intense.

Quant à la gestion du matériel roulant, l'Office du Transport en commun (OTRACO) que les pouvoirs publics ont mis sur pied dessert tant bien que mal la région. Les entrepreneurs privés ont appuyé cette action au moyen de mini-bus. Mais il y a une réglementation proprement économique qui porte essentiellement sur le prix du ticket. Elle consiste en une fixation des frais de transport. Les opérateurs n'ont pas le droit de fixer le tarif comme bon leur semble. Il est fixé par ordonnance du Ministère du commerce après approbation du gouvernement.

Pour les opérateurs, le manque de possibilité de fixer eux-mêmes le tarif afin de maintenir l'équilibre de l'exploitant quand ils le jugent nécessaire est l'un des grands défis du transport.

Avec l'embargo imposé au Burundi par les pays voisins, l'évolution du prix du ticket urbain n'a cessé de monter. Il est arrivé que ce dernier soit vu à la hausse deux fois par an au grand dam du passager.

L'embargo a fait que le carburant devient très cher. Après la levée totale des sanctions imposées par les pays de la sous-région, les frais de transport ont suivi son cours d'évolution. La population criait haut et fort pour baisser le prix du carburant. Le gouvernement disait qu'il devait prélever une certaine somme d'argent sur le carburant pour soutenir l'armée nationale.

En tout état de cause, cela a poussé beaucoup de chauffeurs à emprunter la route RN4 vers Gatumba. En 1993, le ticket était de 100 FBU pour aller à Gatumba en quittant le centre-ville. Il a été accru jusqu'à 300 FBU en 2003. Le trajet était de 20 minutes, d'où un grand nombre de mini-bus faisaient le trafic sans interruption entre Bujumbura et Gatumba.

III.4.5. Télécommunication

A Gatumba, le téléphone n'est pas placé parmi les besoins de priorité. Avant la crise, comme le raccordement n'était pas monnaie courante à Gatumba, il n'y avait que deux abonnés jusqu'en 2001. Seuls le camp militaire et la brigade avaient la connexion téléphonique. Le téléphone n'a pas intéressé l'administration car le bureau de la zone n'avait pas d'accès au réseau téléphonique.

Actuellement, avec le progrès du commerce, Michel NZIZA nous a dit que « *le téléphone facilite le contact et les opérations commerciales* »[38]. En plus de la BGF et de la RNP qui possèdent tout naturellement des connexions téléphoniques, le téléphone est devenu une source de revenus. Au cours de nos enquêtes, nous avons dénombré six kiosques à téléphone public.

[38] NZIZA (M), Proprétaire d'un téléphone public

Pour avoir un téléphone fixe, il faut faire une demande à l'Office National des Télécommunications (ONATEL en sigle) et l'installation peut être lente. Pour pallier à cette difficulté, la population a préféré utiliser la téléphonie cellulaire.

III.5. Le développement social

III.5.1. Le secteur de l'éducation

Le secteur éducatif a été touché par la crise comme les autres secteurs de la vie nationale. Les enfants qui ont perdu les parents ont abandonné l'école. Les autres ont quitté le banc de l'école car leurs parents sont devenus démunis. L'autre cause de l'abandon était que la distance entre le centre d'accueil des déplacés et l'école est longue.

A Gatumba, la crise a contribué à l'intensification de la mobilité de la population. Cela a eu comme conséquence l'accentuation de la crise sur le système éducatif. Les élèves et les enseignants originaires des quartiers de la mairie de Bujumbura secoués par la guerre ont continué leurs activités à Gatumba. Les élèves ont demandé des places auprès des écoles qui étaient fonctionnelles à Gatumba et les enseignants y ont été mutés. Le nombre d'élèves et d'enseignants s'est donc accru considérablement.

En effet, l'explosion démographique a été longtemps suivie par une carte scolaire adéquate et par des programmes d'enseignement en conformité avec les impératifs du moment.

Avant la crise de 1993, le centre de Gatumba disposait d'une seule école primaire (Gatumba I) qui comptait six salles de classe et un collège communal.

Au moment où la crise battait son plein, l'administration communale en collaboration avec l'UNICEF ont mis sur pied des écoles mobiles pour accueillir les élèves venant de la capitale. Ces écoles sont devenues des écoles « fixes » par après.

Après la participation de la population, la commune Mutimbuzi a fait construire une école primaire appelée Mushasha II. Elle comptait six salles de classe. Par le biais du ministère de tutelle, le gouvernement a érigé une école (Gatumba III). Elle totalise douze salles de classe.

D'un père blanc surnommé BUYENGERO, l'Eglise catholique a fait construire une école primaire à Gatumba. Elle s'appelle Gatumba II. Elle compte douze salles de classe.

Actuellement, Gatumba dispose de quatre écoles primaires. Chaque classe compte en moyenne quarante élèves. Quant aux écoles secondaires, le centre avait un collège communal avant la crise. Aujourd'hui, il a deux écoles secondaires publiques, un collège communal et un lycée communal. Les privés ont ouvert une école nommée ALFAJILI. Cette dernière a été momentanément fermée en 2002 car elle n'a pas été agréée. Elle est fonctionnelle aujourd'hui.

La fondation STAMM a pris en charge les enfants qui avaient abandonné l'école. Elle construit des salles de classe. Les enfants étudiaient pendant les vacances. L'objectif était de les mettre à niveau afin de regagner l'école avec l'ouverture de l'année scolaire suivante. L'on fait ce genre d'encadrement chaque année.

III.5.2. Le secteur de santé

Il est nécessaire d'analyser les structures sanitaires pour comprendre comment elles ont pu être accessibles à la majorité de la population de Gatumba. Autrement dit, en tant qu'élément important du développement social, les structures sanitaires sont à analyser. Depuis longtemps, la région était réputée insalubre parce que la maladie de trypanosomiase (maladie du sommeil) avait dévasté la plaine. Pour guérir la population venant des hautes terres, le gouvernement avait construit un dispensaire public.

SALL semble résumer les préoccupations des pouvoirs publics de l'époque. *« L'émergence de la médecine était basée sur deux perspectives politiques et idéologiques distinctes, le « contagionisme et l'anticontagionisme ». Le contagionisme présumait que les maladies étaient contagieuses et propagées par les mouvements de la population »*[39].

Le centre de Gatumba a connu le réseau de centres de santé à partir de 1995. La population avait conçu la santé comme l'absence de la maladie. Avant toute chose, il fallait avoir une bonne santé. Les privés n'ont pas attendu l'aide du gouvernement pour s'équiper en infrastructures sanitaires. Ils ont construit quatre centres de santé privés dont le centre de santé « Mon calme », centre de santé « Pour tous », centre de santé « Komera » et « Bora Uzima ».Comme la guérison devait s'opérer par le biais d'un traitement spécialement conçu, les infirmiers prescrivent les médicaments. Lors de nos enquêtes, Joël MAJI[40], un chef de secteur nous a révélé des actions des particuliers. Actuellement, la population a accès aux soins de santé. Elle achète les médicaments dans les deux

[39] SALL (A.), La compétitivité future des économies africaines, Edition Karthala, 1999, p.20.
[40] MAJI (J.), 59 ans, chef de secteur.

pharmacies privées qui sont à Gatumba. Chose qui demandait beaucoup de temps avant la crise car on devrait aller à Bujumbura pour se faire soigner.

III.6. Confessions religieuses

Les chiffres concernant les principales religions doivent être nuancées en raison de fausses déclarations et des insuffisances en matière religieuse. Les propositions retenues n'ont qu'une valeur indicative.

L'étude de la répartition de la population de Gatumba selon leurs religions permet de remarquer l'existence de trois religions : catholique, protestante et musulmane.

La religion catholique est plus ancienne dans la région que les deux autres. Elle est également la plus dominante. D'après les estimations des autorités administratives, elle est estimée à plus de 82% de la population. Les protestants représentent 17%. En dernière position vient l'Islam avec 1% de la population.

Le protestantisme est d'introduction récente mais son expansion est prodigieuse. Elle est traduite par l'existence des dix églises dont les églises « pentécote », « adventiste », « vivante », les « témoins de Jéhovah », « trinité internationale », « méthodiste », « rema church », « fraternité d'évangélisation du Christ en Afrique et au Burundi (FECABU), « assemble's god ».

III.7. Evolution des fonctions urbaines

Comme nous l'avons souligné, le centre urbain de Gatumba a vu le jour pendant la colonisation. Il est le produit de l'œuvre coloniale.

Le commerce s'y implanta et s'y développa de façon spectaculaire avec l'arrivée des Congolais. Ce qui fait qu'aujourd'hui le commerce constitue l'activité principale. L'ouverture des agences bancaires comme l'agence de la Banque de Commerce et de Financement et l'ouverture d'un guichet de la Régie Nationale de Poste a énormément renforcé la fonction commerciale.

« Le point de départ des villes africaines a été l'implantation administrative et la venue des fonctionnaires. Ceux-ci et la population autochtone accrue aussitôt ont créé un marché de consommation »[41].

Gatumba n'a pas donc échappé à cette observation. Les fonctionnaires du centre et la population avaient besoin d'un marché d'approvisionnement. Il y a deux marchés qui fonctionnent deux fois par semaine. Le centre a bénéficié d'un marché moderne construit par le Programme de Réhabilitation du Burundi. On s'approvisionne en produits divers.

Concernant les fonctions scolaires, Gatumba dispose de quatre écoles primaires officielles. Il y a trois écoles secondaires à savoir :

- Un lycée communal
- Un collège communal
- Une école privée.

[41] VENNETIER (P.), op. cit., p.260.

La fonction médicale n'a pas été oubliée. On y trouve un dispensaire public, quatre centres de santé privés et deux pharmacies.

La fonction militaire est assurée par deux camps militaires dont une brigade et un camp d'infanterie. L'étude de la fonction religieuse permet de remarquer l'existence de trois religions : Catholique , Protestante et Musulmane

En définitive, le centre urbain de Gatumba a beaucoup d'atouts pour son développement. Le renforcement des fonctions existantes mentionnées ci-haut serait d'un important avantage pour le site.

III.8. L'aide de la communauté internationale face à la crise sur le centre urbain de Gatumba

L'insécurité qui régnait dans les différents coins du pays empêchait les agents économiques de vaquer correctement et efficacement à leurs activités. Cela a provoqué la baisse de la production. La diminution du surplus allant de pair avec celle de l'épargne implique la régression des investissements dans une certaine mesure. L'augmentation du taux de chômage a provoqué l'affaiblissement du pouvoir d'achat des populations au moment où les prix des produits de première nécessité n'ont cessé d'augmenter et ont fait objet se spéculation. Le commerce et l'industrie ont évolué en dégringolade provoquant ainsi la baisse des recettes publiques.

L'Etat burundais dans son incapacité de contenir une situation aussi catastrophique a fait appel à l'aide internationale.

« *Dix-huit mois après le déclenchement de la crise, le gouvernement du Burundi et le président Sylvestre NTIBANTUNGANYA ont lancé officiellement un appel pressant à tous les pays amis, à toutes les personnes de bonne*

volonté et aux organisations internationales pour apporter leur contribution à toutes les personnes sinistrées »[42].

Le concours de la communauté internationale passe par l'aide d'urgence en première phase au Burundi en général et à Gatumba en particulier. Le chef de zone a fait recours auprès des ONG et des autres bienfaiteurs pour leur demander d'intervenir en fournissant des vivres, des médicaments, etc.

Quelques ONG, organisations internationales et organisations du système des Nations Unies ont répondu à l'appel. L'UNICEF a distribué des tentes pour construire des écoles mobiles. L'OXFAM Québec amenait des camions citerne d'eau. Le Programme Alimentaire Mondial distribuait des vivres en quantité insuffisante et la distribution n'était pas régulière.

Or, Jean Yves CARFANTAN et Charles CONDAMINES ont une vision autre sur l'aide alimentaire *« L'aide alimentaire devrait permettre aux démunis de manger à leur faim »*[43].

En 2001, les ONG étaient au nombre de 47. La raison d'être de ces dernières était d'assister les victimes de différentes catastrophes. Celles qui ont œuvré à Gatumba n'ont pas répondu aux attentes de la population.

En premier lieu, les habitants étaient frappés par la crise de logement. Les bienfaiteurs étaient sensés aider la population à avoir des maisons. Ils ont offert ce dont ils disposaient sans répondre aux besoins prioritaires des sinistrés (médicaments surtout la quinine, les semences alors que la population n'avait même pas où cultiver).

---

[42] NDAYISABA (J.), op. cit., p.20.

[43] CARFANTAN (J.Y) et CONDAMINES (C.) cités par NDAYIKENGURUKIYE (E.), in Les ONG dans le conflit burundais, U.B., Mémoire, 2002, p.51.

Lors de nos enquêtes, Juvénal BARANSATA, cadre de l'urbanisme nous a signalé que les ONG et organisations internationales ont fait des vaines promesses pour des besoins vitaux des bénéficiaires. Par exemple, le Fonds Africain pour l'Habitat (FAH) avait promis de construire des centaines de maisons à Gatumba. Le coordinateur du FAH au Burundi a acheminé la requête auprès des bailleurs de fonds. Ces derniers n'ont pas mis leur accord pour son adoption car le gouvernement du Burundi n'était pas crédible à ce moment-là.

Durant la crise, l'absence de la coordination de l'Etat a été remarquable à cause de l'instabilité politique. Les bailleurs de fonds ont préféré accorder la gestion des aides aux ONG. Ces dernières sont supposées les faire parvenir directement aux populations cibles contrairement aux canaux de l'Etat qui confondent leurs cadres et agents avec les nécessiteux.

En 2001, la fondation STAMM est venue en aide aux personnes nécessiteuses de Gatumba. Elle a donné des crédits aux femmes qui s'occupent des activités génératrices de revenus. Ces femmes font du petit commerce. Le bénéfice tiré de cette activité aide à payer la ration, les frais de santé et la scolarisation des enfants.

Du point de vue social, ces activités ont permis la cohésion des groupes car ces femmes se connaissent. En cas de difficultés, elles s'entraident. Dans ces écrits, FIJALKOW l'a constaté : « *La proximité et le contact de voisinage sont la base des formes les plus simples et les plus élémentaires d'associations auxquelles nous avons affaire dans l'organisation de vie urbaine* »[44].

[44] FIJALKOW (Y.), op. cit., p.50.

La part des acteurs politiques

L'action publique est donc le résultat de la manière dont on a intérprété un fait social et une réponse à ce dernier s' il est perçu comme problème.

L'action publique est une tentative d'ajustement entre deux niveaux de reproduction sociale et donc une tentative de reduction des désajustements sociaux.[45]

Pour le cas qui nous concerne, il y a lieu de dire l'action que les acteurs politiques ont mené à l'égard de Gatumba aurait été une tentative d'ajuster les conditions de la population aux exigences de la vie.

Quant à lui, THOENIC nous définit une politique publique comme « *un problème en tant qu'elle se situe dans un contexte spécifique, par rapport à des enjeux, à des populations, à des structures.* »[46]

La politique publique est certes une réalité objective dans la mesure où elle produit des effets sur des individus ou des groupes. Toutefois, elle est aussi une réalité subjective car elle dépend de la manière dont on a interprété la situation. Les acteurs politiques qui ont fui à Gatumba avaient une autre vision. A la situation perçu comme problème et faisant objet d'interprétation publique, les acteurs publiques entre en compétition pour avoir leurs intérêts matériels.

« *Dans la réalité, les problèmes publics, ou en tout cas les enjeux portés à l'attention des autorités publiques sont pris en charge par un ensemble de décisions, actions pratiques et renvoyant à des univers de sens et des*

[45] JOBERT (B) et MULLER (P), L'Etat en action, Paris, PUF, p.54
[46] THOENIC (J.C), Traité de science politique, Paris, PUF, 1985, p.12

comportements extrêmement diversifiés dont l'articulation est toujours spécifique parce qu'il met en jeux des acteurs obéissant à des logiques différentes. »[47]

Dans le soucis d'améliorer les conditions de vie de la population, de contribuer au développement de Gatumba, les acteurs politiques avaient leurs visions spéculatives. Ils ont été les premiers à acheter des parcelles, à construire des maisons et à implanter des pharmacies alors que la population coupissaient dans la misère. A la question de savoir la part menée par les acteurs politiques au développement de Gatumba, il y a lieu de répondre par la négative. C'est parce qu'ils ont oeuvré pour répondre aux objectifs personnels alors que la zone connait des problèmes tels que : le problème de l'eau coulante préoccupe toujours les habitants de la zone, les fontaines publiques sont insuffisantes et la régularités au début laisse des inquiétudes. L'absence de tout système d'évacuation des eaux pluviales, d'enlevement des ordures le long des rues gène la circulation.

Toutefois, l'effort d'entretien dont les pouvoirs publics ont besoins de la part des habitats de cette zone, pour une meilleure efficacité devrait être orienté dans le domaine des infrastructures de base. La situation tel qu'elle se présente actuellement réclame une grande amélioration. Cet effort doit parvenir à des pouvoirs publics pour une grande efficacité.

[47] MULLER (P), op.cit, p.193.

CONCLUSION

Gatumba date de la tutelle belge comme poste de douane vers Uvira et vers Usumbura. La route qui joignait ces deux localités était bitumée. Sa position par rapport aux voix de circulation, au lac et à la RDC a fait de Gatumba un site privilégié au détriment de Mubone, chef lieu de la commune de Mutimbuzi, dont relève Gatumba.

Gatumba date de l'époque coloniale. Il était paysannat cotonnier dès les années 1950. « *Les autorités coloniales ont décidé d'installer des paysannats dans la région. Cette installation s'est effectuée au cours de la décennie 1950-1960. Outre les gens installées dans le paysannat en provenance des régions peuplées de l'intérieur du pays, les bouleversements politiques intervenus au Rwanda et au Zaïre provoquèrent l'afflux des réfugiés* »[48].

Les préoccupations majeures des colonisateurs n'étaient pas de développer les cultures vivrières. Ce qui importait, c'était de développer les cultures spéculatives.

En 1981, il est devenu un village. Ancien village qui s'est installé à la porte de la ville, il est aujourd'hui classé parmi les centres urbains.

Pendant la crise qui a commencé au mois d'octobre 1993, Gatumba a connu une explosion démographique. La population était dénombrée à plus de 100 000 habitants. Les ressortissants des zones de la capitale ont préféré fuir à Gatumba à cause de l'insécurité.

[48] TWAGIRAYEZU (F.), L'élevage bovin dans la plaine Rusizi, Mémire, UB, 1982, p.46.

L'accès à la terre était proportionnel aux moyens financiers de chacun. Chacun a construit là où il le pouvait et en toute liberté, de part et d'autre de la RN4 qui mène vers la RDC. Le plan a été guidé par la morphologie. L'Etat ne s'est pas montré maître du jeu. Il n'a pas assuré son rôle de coordinateur, de stimulateur et d'organisateur.

Les échanges se faisaient et se font avec les gens des régions avoisinantes ou de la RDC.

En ce qui concerne la répartition des actifs par secteur d'activité, nous avons remarqué l'importance des activités agricoles, qui rapprochent GATUMBA au monde rural.

Le développement des activités tertiaires l'éloigne de plus en plus du monde rural pour le rapprocher du monde plutôt urbain. L'importance des activités secondaires et tertiaires est due respectivement à l'artisanat et au commerce. Le commerce a permis la cohésion sociale. La plupart des gens du centre vit du commerce. Pour gagner de l'argent, les acteurs des « ethnies » différentes deviennent clients et amis. Grâce au commerce, Gatumba est devenu siège des activités nouvelles. Il n'est pas devenu lieu de confrontation entre les groupes ethniques. Les intérêts économiques les ont fortement unis surtout pendant la crise. A Bujumbura par exemple, ce n'était pas le cas. Il y avait des zones réservées aux Hutu et d'autres aux Tutsi. Pour y aller on risquait d'être tué ou enlevé.

Les infrastructures sociales et sanitaires sont suffisantes. Gatumba dispose de quatre écoles primaires et de deux écoles secondaires officielles et une école secondaire privée. Le centre de Gatumba a dispensaire public et quatre centres de santé ainsi que deux pharmacies privés.

Cependant, les perspectives d'avenir de Gatumba sont prometteuses avec la récente ouverture des infrastructures économiques à savoir : la BGF et le guichet de la Régie Nationale de Poste.

Enfin, au terme de ce travail, nous pouvons constater que le centre de Gatumba possède plusieurs aspects pour les futurs chercheurs. Nous suggérions par exemple la dynamique des échanges avec la RDC à l'Ouest en est un. La situation de ce centre et la frontière avec la RDC et non loin de la ville de Bujumbura fait de ce centre une plaque tournante des échanges entre ces deux pays.

BIBLIOGRAPHIE

LES OUVRAGES GENERAUX

1. DUREAU (F.), Migration et urbanisation : le cas de Côte d'Ivoire, Collection ORSTOM, Paris, 1987, 654p.
2. FIJALKOW (Y.), Sociologie de la ville , Paris,, La Découverte et Syra, 2002, 121p.
3. GAPEYISI (E.), Le défi urbain en Afrique, Paris, Edition l'Harmattan, 1989, 126p.
4. GEORGES (P.), Précis de géographie urbaine, Paris, PUF, 4ème édition,1974, 286p.
5. JOBERT (B) et MULLER (P), Politique publique et corporatismes, Paris, PUF, 242p.
6. NDAYIRUKIYE (S.), Bujumbura, centenaire 1897-1999, croissance et défi, Edition l'Harmattan, Paris, 2002, 375p.
7. PHILIPPE (G-L), De Lomé à Harare, le défit citadin, Karthala, IFRA, 1990, 457p.
8. QUINET (E.), Analyse économique des transports, Paris, PUF, 1990, 302p.
9. SALL (A.), La compétitivité future des économies africaines, Paris, Edition Karthala, 2000, 492p.
10. THOENIC (J.C) L'analyse de politique publique, in M. GRAWITZ et J. LECA, Traité de science politique, vol 4, Paris, PUF, 1985, pp 1-60
11. VEDRINE (H.), Mieux aménager sa ville, Paris, Edition du moniteur, 1979, 213p.
12. VENNETIER (P.), Les villes d'Afrique tropicale, Paris, Masson, 1976, 190p.

THESE ET MEMOIRES

1. BACAMURWANKO (L.), Les migrations internationales et leur incidence au Burundi, mémoire, UB, FSEA, 1982, 120p.
2. GAHAMA (J.), L'histoire du Burundi des origines à l'indépendance, Bujumbura, Université du Burundi, FLSH, 1990,149p. Cours de première licence au département d'Histoire.
3. MIKUMBI (S.), MUSAGA, Etude géographique d'un quartier péri-urbain, mémoire, FLSH, 1980, 99p.
4. NDAYIKENGURUKIYE (E.), Les ONG dans le conflit burundais, Bujumbura, U.B, mémoire FLSH, 2002, 59p.
5. NDAYISABA (J.), L'action humanitaire en Mairie de Bujumbura, 1993-1996, Essai d'analyse, Bujumbura, , U.B, mémoire FLSH, 1998, 92p.
6. SIRVEN (P.), La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi, thèse de doctorat d'Etat, Université de Bordeaux VII, 1984, 788p.
7. TWAGIRAYEZU (F.), L'élevage bovin dans la plaine de la Basse -RUSIZI, Bujumbura, U.B, mémoire FLSH, 1982, 83p.

ARTICLES ET REVUES

1. AMSELLE (J.L.) et M'BOKOLO (E.), « Au cœur de l'ethnie, Ethnicité, Tribalisme et Etat en Afrique, la Découverte, 1995.
2. MULLER (P), « L'analyse cognitive des politiques publiques : Vers une sociologie de l'action publique » in Revue française de sciences politiques, vol 50, n°2, Avril 2000, p.195

DOCUMENTS OFFICIELS

1. Cahier de recensement général de la population du 15-16 août 1979.
2. Décret-loi n°1 33 du 8 novembre 1991 portant modification du décret-loi n°1/129 du 24 septembre 1982 portant délimitation des provinces et des communes de la République du Burundi.
3. Plan décennal 1950-1960

Annexes

Nom et prénom

Age

Sexe

Fonction

Lieu et date de naissance

I. Aux chefs de ménages

1. Quelle est la région d'origine du chef de ménage ?
    a. Natif ?
    b. D'une commune de la même province ?
    c. D'une autre commune ou zone ?
    d. D'un autre pays ? Lequel ?
2. Quels sont les motifs de leurs départs ?
    a. Pouvoir d'achat insupportable ?
    b. Attrait exercé par Gatumba ?
    c. Exiguïté de la ville ?
    d. Raisons politiques liées à la crise de 1993 ?
    e. Autres
3. Envisagez-vous y rester définitivement ?

    Oui Non
4. Quelles sont les raisons ?
    a. Faible pouvoir d'achat ?
    b. Richesse des exploitations
    c. Insécurité ?
    d. Autres ?
5. Vos enfants vont à l'école ?

    Oui Non

à Gatumba ?

à Bujumbura ?

6. Avez-vous une infrastrucutre sanitaire ?

   Oui Non

7. Où vous faites-vous soigner ?

   à Bujumbura ?

   à Gatumba ?

8. Le fait de vivre à proximité de la ville de Bujumbura a-t-il changé quelque chose dans vos habitudes ?

II. Aux agents du centre de santé, du dispensaire, de l'hôpital

1. Le centre de santé ou l'hôpital date de quand ?
   a. Pendant la crise ?
   b. Avant la crise ?
   c. Après la crise
2. Si c'est avant la crise, avez-vous continué à travailler pendant la crise ?

   Oui Non

3. N'avez-vous jamais donné des soins gratuits ?
4. Y a –t-il de nouvelles constructions ?

   Oui Non

5. Y a-t-il augmentation de malade ?

III. Aux directeurs des écoles primaires et secondaires

1. Quelle est la date de cette école ? Avant la crise ? Après la crise ?
2. L'école a-t-elle continué à fonctionner pendant la crise ?
3. Si Oui pourquoi ? Si Non pourquoi ?
4. Quel est le nombre d'enseignant avant la crise et après ?
5. Quel est le nombre d'élèves ou écoliers avant la crise et après ?

6. Quelles perturbations éventuelles dues à la crise ? Retard ? Absences ? Abandon partiel ? Abandon définitif ?
7. Combien de salles de classes construites pendant la crise ?
8. Combien d'écoles construites pendant la crise ?

IV. Aux commerçants

1. Quel est le nombre de commerçants sur le centre avant la crise et après ?
2. Quel est l'impact de la crise sur les activités commerciales ?
3. Avez-vous continué à payer des taxes ?

V. Aux représentants de différents lieux de cultes

1. L'église ou le mosqué date de quand ?
2. Quelles sont les heures de prières habituelles ?
3. Sont-elles restées les mêmes pendant la crise ?
4. Quel l'impact de crise sur la vie musulmane ou chrétienne ?
5. Y a-t-il des constructions portées sur les mosquées ou l'église ?

Liste des informateurs

1. NIYONZIMA Emmanuel, administrateur de la commune Mutimbuzi
2. MAJI Joël, 59 ans, chef de colline
3. SINZOHAGERA Bruno, 50 ans, conseiller à la Zone
4. NDIHOKUBWAYO Thaddée, directeur de l'école primaire
5. BARANSATA Juvénal, ingénieur civil, cadre de l'urbanisme
6. NIYONKURU Déo, agent de la fondation STAMM

.

.

.